

L'INSULAIRE FRANÇAIS

JOURNAL POLITIQUE ET LITTÉRAIRE. — FEUILLE D'ANNONCES LÉGALES.

PRIX de l'abonnement pour la Corse : Un An 16 fr., Six mois 8 fr., Trois mois 4 fr. — Pour le Continent français 14 fr. par an — Pour l'Étranger 20 fr. On s'abonne à Bastia au bureau du Journal et à Paris à l'Office Central, rue N. D. des Victoires 46 (place de la Bourse) où l'on reçoit les annonces. Le Prix des Annonces est de 35 centimes la ligne. Les lettres non affranchies seront refusées.

BASTIA (CORSE.)

C'est surtout dans l'application des lois des finances qu'il importe de s'attacher plutôt à l'esprit qu'à la lettre de la loi. Autrement on s'expose à commettre une foule d'actes qui pour être légaux en apparence n'en sont pas moins funestes et illégitimes au fond. L'impôt ne peut et ne doit être exigé que là où existe un revenu dont le surplus peut servir à contribuer aux charges de l'État; mais quand telle ou telle profession infime, misérable donne non pas le moyen de bénéficier, mais fournit à peine la possibilité précaire de ne pas mourir de faim, on comprend difficilement que le fisc vienne appliquer à ces chétifs gains-pain son niveau inflexible et les fasse contribuer non pas en proportion à leurs bénéfices présumés, mais en rapport avec les profits qu'on suppose appartenir à d'autres industries plus riches et plus vivaces. C'est là une égalité choquante, qui constitue la plus inique et la plus déplorable des inégalités. Celle qui assimile le surplus et ce qui est à peine rigoureusement indispensable pour vivre. L'impôt ne doit pas prélever sur le strict nécessaire, c'est là un principe nous ne dirons pas seulement d'humanité, mais de légalité intelligente et paternelle, telle que ce qui existe sous tous les gouvernements libres, telle que celle qui fait le fond de la politique du gouvernement de juillet.

Malheureusement ces principes si sages, d'une application si facile et si profitable en même temps, sont dédaignés par les employés du fisc. Placés au point de vue exclusif de faire produire le plus possible à l'impôt, ils croient plus utiles, plus habiles à mesurer que l'impôt grossit, à imaginer que leur zèle et leur capacité seront appréciés d'après les chiffres qu'ils auront fixés, ces employés ne voient qu'un but à atteindre : l'augmentation du chiffre total des impôts à recueillir dans une localité; pour arriver là tous les moyens seront bons; les industries les plus infimes, les plus passagères, les plus insignifiantes seront atteintes, grevées et dotées d'imposabilité absolue d'acquiescer se présenter, peu importe, ce chiffre ambitionné aura été arrêté et l'on aura ainsi fait preuve d'un zèle qu'on espère bientôt voir récompenser.

C'est ainsi qu'à Bastia depuis dix ans, les patentes qui s'élevaient en principal et accessoires à 14,809 fr., ont été portées tout-à-coup en 1838 à 18,253 fr. Ce rapide progrès n'a pas satisfait en 1846, ce chiffre a plus que doublé et a été porté à 39,077 fr. Dans l'espace de dix ans cet impôt a donc quadruplé à peu près d'importance. Du point de vue fiscal, c'était là sans doute un beau résultat; mais pour y arriver il a fallu faire en quelque sorte la presse des patentables et s'adresser à une foule de petites et misérables industries qui n'avaient que leur misère à offrir qu'on n'a su ni comprendre, ni respecter, car avant tout, il fallait grossir le chiffre précédent. On une fois lancée dans cette voie, il est difficile de prévoir où l'on s'arrêtera. La pauvreté n'a pas été affranchie de l'impôt; l'indigence ne sera pas plus respectée et déjà on l'a frappée elle aussi.

Ainsi, en 1845, à l'époque où la loi nouvelle sur les patentes, celle du 25 avril 1844, reçut d'abord son application, des employés des contributions qui avaient une longue expérience de ces sortes d'affaires si délicates, avaient arrêté le rôle général des patentes qui s'élevait à 35,263 fr.; eh! bien déjà à cette époque des réclamations nombreuses, fondées, avaient été faites, la misère et l'indigence avaient réclamé avec droit, avec raison. On n'en a point tenu compte et pour 1846 et 1847 on a trouvé le moyen de dépasser ce résultat déjà si fâcheux et pour grossir le chiffre de 1845, déjà si supérieur à celui de 1837 et la porter à la somme de 39,077 fr., on a étendu et généralisé l'essai qu'on avait fait au détriment de la classe pauvre, indigente. Les blanchisseuses, qui ne possèdent point de buanderie, qui sont ainsi condamnées à braver les rigueurs des saisons, le froid et le chaud, pour se procurer à peine les moyens de donner du pain à leurs enfants, ont été regardées comme exerçant une industrie qui doit être imposée, et elles ont été condamnées à la patente; les revendeuses qui vendent, par intervalles, des fruits, ont subi le même sort; on n'a pas eu plus de pitié pour les colons partiaires, qui vivent péniblement au jour le jour, se pe-mettent de vendre à des époques indéterminées la petite quantité de vin qu'ils récoltent à laborieusement. De pauvres femmes, qui recueillent à peine quelques centimes de la vente de châtaignes, de quelques cigares et qui n'ont pour magasin qu'un coin dans une rue; d'autres qui abandonnent momentanément leurs lits à des voyageurs qui n'ont pu trouver place dans les auberges, ont été poursuivies impitoyablement et astreintes à payer une patente qui suppose toujours des profits, et qui, ici, dans ce cas, ne constate qu'une affreuse misère. C'est grâce à de

semblables expédients qu'on est parvenu à atteindre le chiffre de 39,077 fr., à quadrupler à peu près le chiffre de 1837. Constaté de pareils résultats, c'est le jugement, c'est le condamner d'autant plus énergiquement qu'il est inutile de se rien ajouter.

Eh! bien cet état de choses si triste, si déplorable on a trouvé encore moyen de l'aggraver. Des certificats d'insolvabilité avaient été délivrés par l'autorité municipale à ceux que leur position bien connue mettait hors d'état de payer. Ces certificats n'ont point déchargé le fisc. Il a poursuivi devant le conseil de préfecture ces certificats, les a fait déclarer inopposables à la misère, et de nouveaux frais, nécessités par de nouvelles poursuites ont encore empiré la situation de ces malheureux patentables qui reconnus, par l'autorité la plus à même de constater le fait, incapables de payer les patentes imposées, devaient encore être condamnés à solder les frais surajoutés à ces patentes. Ils seraient condamnés, mais comme l'impossible n'est tenu, le fisc en sera quitte pour faire vendre de misérables meubles qui ne l'indemnifient pas même de ses frais. Mais le fisc aura triomphé; ses états de rôles seront maintenus intacts et du reste il n'aura nul souci.

Eh! bien nous le déclarons bien haut, cet état de choses est intolérable pour ces malheureux; la situation affreuse qu'on fait à l'indigence, on trouvant le triste et déplorable moyen de l'aggraver encore, si faire se peut, ne saurait être dans les intentions de l'administration supérieure. Les impôts ne sont pas établis pour arracher à la misère le chétif morceau de pain qu'elle arrose de ses larmes et de ses sueurs. Le ministre des finances a prescrit à ses employés de la modération, de l'intelligence, et non ce calcul cupide et sans entrailles qui ne s'occupe que d'une chose, faire produire le plus, coûte que coûte à la misère impossible. Nous réclamons vivement contre de pareils procédés; c'est au chef de l'administration de ce département à prendre en main la défense de ses administrés, à accueillir, nous ne dirons pas avec bienveillance, car la bienveillance ici ne suffit pas, mais avec empressement, les réclamations de l'opinion publique qui parle au nom des souffrances de l'indigence et de la misère.

Voilà quatre années consécutives que la Corse a à déplorer des récoltes mauvaises, insuffisantes et c'est ce moment qu'on choisit pour exercer des rigueurs inouïes, déplorablement dans tout autre temps, et à plus forte raison dans celui-ci, contre les malheureux qui ne pouvant payer les patentes seraient encore condamnés à payer les frais qu'on fait pour les punir de leur indigence. Cela n'est pas possible. Nous avons confiance que le gouvernement mieux informé rappellera ses agents inférieurs au sentiment du devoir, de l'humanité, de la légalité et que tout en leur tenant compte d'un zèle exagéré, qu'il saura éclairer, il s'appliquera à réparer le mal qu'ils ont fait. Il n'est qu'un remède, c'est d'affranchir d'un impôt qu'ils ne peuvent payer, alors même qu'ils seraient appropriés de leur misère mobilière, ceux que leur misère aurait du protéger contre des exigences sans pitié, que leur misère recommandait si énergiquement au ministère des finances. La loi a prévu ce cas; le gouvernement peut donc et doit user de la faculté qu'elle lui réserve; seulement ce qu'elle n'a pas prévu, ce qu'elle ne pouvait pas prévoir, c'est que ce serait le zèle aveugle des agents du fisc qui viendraient ériger des exceptions malheureuses, des impossibilités absolues à solder des impôts qui nécessiteraient par la même des dégrèvements indispensables. Nous n'avons pas l'habitude d'attaquer systématiquement l'administration. Notre douleur surprenante, nous plaintes n'ont donc que plus de valeur. Nous signalons le mal, parce que nous avons l'espoir que le remède est facile et que ce remède, l'administration supérieure, lorsqu'elle connaîtra les faits, et si nous sommes bien informés, ils lui seront déferés, s'empressera d'appliquer ce remède et de réparer ainsi le mal qui a été fait en son nom.

P. S. Au moment où nous terminons ces réflexions, nous apprenons que des poursuites rigoureuses ont reçu un commencement d'exécution contre les malheureux sur lesquels nous appelons plus vivement que jamais la pitié et la justice du gouvernement. Alors que sur tous les points de la France public et gouvernement organisent des secours en faveur de la classe indigente, le fisc à Bastia a voulu lui aussi signaler sa commisération et il l'a fait en envoyant des garnisaires chez les malheureux patentables créés par lui, nous avons dit par quels moyens, pour les contraindre à solder leur arriéré de 1845 et de 1846. Tout cela pour être légal, mais contraire par trop avec les sentiments et les efforts du gouvernement pour soulager ces souffrances publiques, avec les idées les plus vulgaires d'humanité et de stricte justice, pour que nous n'espé-

rons pas que l'administration supérieure ne s'empresse d'avoir en l'usage de rigueur véritablement incompréhensible. Comment, à ceux qui auraient besoin de secours vous envoyez des garnisaires? Mais c'est là une chose intolérable et qui ne peut pas se passer blâmée par l'autorité et réprimée aussitôt que connue.

COUR D'ASSISES DE LA CORSE.

(PRÉSIDENCE DE M. LE CONSEILLER POLI.)

AUDIENCE DU 2 MARS.

Enlèvement de mineurs.

Corado (Nicolas), natif de Sardaigne, mécanicien sur l'un des bateaux à vapeur de la compagnie Valéry, est accusé d'avoir détourné de la maison paternelle la nommée Marie Boeri. Cette jeune fille, dont les mœurs ne paraissent point irréprochables, avait d'abord porté plainte contre l'accusé. Entendue comme témoin à charge, elle a complètement dénié tout ce qu'elle avait précédemment déclaré en présence du magistrat instructeur. Elle a soutenu avec une impudeur révoltante qu'elle avait volontairement suivi Corado parce qu'elle l'aimait, parce qu'elle était éperdument éprise de lui. Ces paroles prononcées par une jeune fille d'un âge encore si tendre ont produit dans l'auditoire une douloureuse sensation. La cour a ordonné son arrestation sous la prévention de faux témoignage.

M. Gaffori, substitut du procureur général, a soutenu l'accusation.

M^{rs} Surzoni et Colonna d'Istria ont présenté la défense de l'accusé.

Déclaré coupable par le jury, avec circonstances atténuantes, Corado a été condamné, par la cour, à trois années d'emprisonnement.

AUDIENCE DU 3 MARS.

Faux en écriture privée.

L'abbé Jean-Baptiste Sinibaldi décédé à Calenzana en 1844. Ses neveux qui devaient être ses héritiers le crurent mort ab intestat.

Le 18 juin de la même année, deux d'entre eux se présentèrent à M. le président du tribunal de Calvi avec un testament olographe de leur oncle, et prièrent ce magistrat de faire déposer cette pièce chez un notaire. Ces deux individus étaient les nommés Ludovici (Jean) et Sinibaldi (Pierre). Le premier s'est soustrait aux poursuites de la justice; le second vient se justifier devant la cour d'assises, d'avoir voulu tirer parti de ce testament sachant qu'il était faux.

Il a été établi, en effet, que ni la signature, ni le corps de l'acte n'avaient été écrits de la main de l'abbé Sinibaldi, mais il a été également reconnu que l'accusé Sinibaldi ne savait ni lire, ni écrire ni même faire sa signature.

Aussi, quoique le testament ait été reconnu faux, il n'a pas été suffisamment démontré que l'accusé Sinibaldi ait été de mauvaise foi. Les circonstances du procès ont prouvé que Ludovici s'était procuré cette pièce, et que Sinibaldi pouvait ignorer complètement de quelle main elle émanait.

M. Gaffori, substitut du procureur général, a soutenu l'accusation.

M^{rs} Gavini, jeune, a présenté la défense de Sinibaldi. Sur la réponse du jury négative à la question principale, Sinibaldi a été acquitté.

AUDIENCE DU 4 MARS.

Double tentative de meurtre.

Le nommé Grimaldi (Paul), de la petite commune de Marignana, avait demandé la main de la veuve Battini appartenant à la famille Massoni. Cette femme, qui était mère de six enfants issus de son premier mariage, ne crut point devoir accepter les offres de l'accusé. Elle lui fit comprendre que dans la position difficile où elle se trouvait, elle ne pouvait consentir à ce

avec droit de passage par les chambres composant le lot suivant, sur la mise à prix de huit cents francs et le deuxième lot comprenant les quatre chambres vers le nord des précédentes, avec servitude de passage en faveur du premier lot, sur la mise à prix de mille deux cents francs.

Le cahier des charges contenant les clauses, et conditions de la dite vente, dûment enregistré et déposé au greffe du dit tribunal, avait été lu et publié le vingt quatre octobre mil huit cent quarante six, à l'audience de ce tribunal devant qui la saisie se poursuivait; il a été modifié par jugement rendu à la dite audience aussi enregistré.

L'adjudication des six chambres dont s'agit, après un incident définitivement jugé, a eu lieu aux formes de droit le 12 février 1847, savoir, le premier lot pour la somme de 1200 fr.; et le deuxième lot pour celle de 1,525 fr. Total deux mille sept cent vingt-cinq francs.

Le 19 et le 20 février courant mois, M^{rs} Cagnani et Ristori avoués audit tribunal, ont fait au greffe déclaration de surenchères au nom et dans l'intérêt de M. Muleto Joseph, demeurant à Bastia et ont offert la somme de 465 fr. en sus du prix principal de ladite adjudication. Cette surenchère a été dénoncée conformément à la loi le 22 février courant avec avenir pour l'audience qui suivra l'expiration de la quinzaine.

En conséquence les nouvelles enchères des deux lots ci-dessus, réunis, seront ouvertes sur la mise à prix de trois mille cent quatre vingt dix francs c. 3,190 fr. indépendamment de toutes les frais de la poursuite et autres selon l'état qui sera dressé et dont le montant, dûment taxé par le juge, sera publiquement annoncé avant l'ouverture des enchères qui auront lieu le VENDREDI DOLZE MARS mil huit cent quarante sept, dix heures du matin, heures et jours suivants au besoin, à l'audience du tribunal civil de Bastia, dans la salle ordinaire au palais de justice dit des Missionnaires en cette ville.

Bastia le vingt-trois février mil huit cent quarante sept.

L'avoué de la poursuite,
CASEVECCHE.

Enregistré à Bastia le vingt-trois février 1847, folio 173, verso case 8, reçu un franc et dix centimes pour décade.

CASANOVA.

VENTE

PAR AUTORITÉ DE JUSTICE.

D'un procès-verbal de Bernardini huissier en date du 20 novembre 1846, enregistré, transcrit au bureau des hypothèques de Calvi le 9 décembre suivant, il appert que le sieur Vincent-François Rossi propriétaire et négociant, domicilié et demeurant à l'île-Rousse, a saisi immobilièrement, pour être vendus aux enchères publiques, les immeubles ruraux suivants appartenants au sieur Joseph de Patris propriétaire domicilié à Cassano, imposés à la matrice du rôle de la contribution de la commune de Montemaggiore :

1^o Rotondello, terre arable de la contenance d'environ quatre-vingt-cinq ares.

2^o Carbone, terre arable, complantée à oliviers de la contenance d'environ un hectare, quinze ares.

3^o Pietra, une partie de laquelle est complantée à vigne de la contenance d'environ un hectare et vingt ares et l'autre partie arable de la contenance d'environ un hectare vingt-cinq ares avec quelques vignes d'oliviers et de chènes blancs. Dans ladite vigne il y a aussi des arbres fruitiers et une maisonnette qui présente du côté du midi une petite fenêtre, du côté du nord une porte d'entrée, et elle tient du côté d'occident avec un bien du sieur Antoine Guidoni de Calenzana, et des trois autres côtés avec la propriété saisie. Il se trouve aussi du côté du midi un petit enclos complanté à amandiers et à oliviers de la contenance d'environ quatre ares.

Lesdits immeubles situés sur le territoire de Montemaggiore, sont enclavés à l'audience des criées du tribunal civil de Calvi du 23 mars prochain, à midi, poursuites dudit sieur Rossi ayant pour avoué M^{rs} Gaetan Flach demeurant à Calvi, en trois lots composés :

Le premier, du bien Rotondello, sur la mise à prix de cent francs. 100 fr.

Le second, du bien Carbone, sur la mise à prix de quatre cents francs. 400 fr.

Le troisième, de la propriété Pietra, sur la mise à prix de mille trois cents francs. 1300 fr.

Le tout aux clauses, charges et conditions insérées dans le cahier des charges déposé au greffe dudit tribunal.

Signés : G. FLACH.
V. F. ROSSI.

VENTE

PAR AUTORITÉ DE JUSTICE.

D'un procès-verbal de Bernardini huissier en date du 18 novembre 1846, enregistré, transcrit au bureau des hypothèques de Calvi le 9 décembre suivant, il appert que le sieur Vincent-François Rossi, propriétaire et négociant domicilié et demeurant à l'île-Rousse, a saisi immobilièrement pour être vendus aux enchères publiques, les immeubles ruraux suivants appartenants à la dame Marie-Jeanne veuve Ortali propriétaire, domiciliée à Monticello, imposés à la

matrice du rôle de la contribution de cette dernière commune :

1^o Verice de la contenance environ de deux hectares, complantés à oliviers et autres arbres fruitiers, ce bien forme deux enclos.

2^o Ortali de la contenance d'environ quarante ares, complanté à vigne, avec des amandiers et quelques oliviers.

3^o Un jardin dit Fontana, de la contenance d'environ douze ares, avec quelques arbres de figuiers et quelques oliviers.

Lesdits immeubles seront enclavés à l'audience des criées du tribunal civil de Calvi du 23 mars prochain, à midi, poursuites dudit sieur Rossi, ayant pour avoué M^{rs} Gaetan Flach demeurant à Calvi, en trois lots, le premier composé de l'immeuble Verice sur la mise à prix de mille cinq cents francs. 1500 fr.

Le second, de l'immeuble Ortali, sur la mise à prix de cinq cents francs. 500 fr.

Le troisième, du jardin Fontana, sur la mise à prix de deux cents francs. 200 fr.

Le tout aux clauses, charges et conditions insérées dans le cahier des charges déposé au greffe dudit tribunal.

Signés : G. FLACH.
V. F. ROSSI.

VENTE AU PROFIT DE L'ÉTAT.

Par acte, en date du 13 février 1847, enregistré et transcrit, passé pardevant M. le Sous-Préfet de l'arrondissement de Calvi, le sieur Muzio Olivi, (Lucien) propriétaire à l'île-Rousse, a cédé à l'État, pour la construction de la route royale N° 199, d'Ajaccio à Bastia, par Calvi, 2 ares 10 centiares de terrain labouable, situé au lieu dit Océi, territoire de l'île-Rousse, pour prix et valeur de 31 fr. 50 c., non compris la somme de 88 fr. 50 c. pour dommages de toute nature.

Le présent avis est donné pour remplir le vœu des articles 16, 17, 18 et 19 de la loi du 3 mai 1841.

Le Sous-Préfet de l'arrondissement de Calvi,
Signé : J. A. POMPEI.



PAQUEBOTS À VAPEUR DE LA COMP^{te} VALÉRY FRÈRES.
Service régulier entre Bastia et Marseille
et entre Bastia et Livourne.

LE COMMERCE DE BASTIA,

partira de Bastia pour Marseille, dimanche 28 courant, à 8 heures du matin.

LA LETIZIA,

partira de Bastia pour Ajaccio le 5 mars à 6 heures du matin, il relâchera à l'île-Rousse et Calvi; et elle repartira pour Bastia le 6 à 6 heures du soir relâchant de même à Calvi et l'île-Rousse.

VOYAGE A ROME

POUR LES FONCTIONS DE LA SEMAINE SAINTÉ.

Le bateau à vapeur le COMMERCE DE BASTIA partira de Bastia pour Civitavecchia le lundi saint, 29 mars.

Ce voyage s'étendra jusqu'à Naples. On donnera plus tard l'itinéraire des jours de départ de Civitavecchia pour Naples et retour à Bastia.

PORT DE BASTIA.

ARRIVÉES.

AJACCIO, 18 février, brick-golette Assomption, de 60 tx, c. Gentil, en lest.

ANTIBES, 18 id. mistic Conception, de 30 tx, c. Bonelli, en lest.

FOLLONICA, 19 id. balancelle St-Lautent, de 49 tx, c. Lubrano, charbon.

TOULON, 19 id. brick-goil. Conception, de 67 tx, c. Dapelo, en lest.

AJACCIO, 20 id. bat. à vap. Letizia, de 74 tx, c. Bugliani, passagers.

PORTO-TORRE, 20 id. mistic St Vi Ferreri, de 30 tx, c. Batestini, en lest.

TOULON, 20 id. brick-goil. St Antoine, de 48 tx, c. Mecolin, platre.

MARSEILLE, 21 id. brick-goil. Antoinette, de 51 tx, c. Stretti, écorce, matériaux.

ARLES, 21 id. tartane Fortunée, de 59 tx, c. Dalmas, machines et matériaux.

LIVOURNE, 21 id. bat. à vap. Maréchal-Sebastiani, de 31 tx, c. Bertocci, blé.

ANTIBES, 21 id. tartane Enfants Châris, de 38 tx, c. Deschamp, poterie.

BONIFACIO, 31 id. gond. St Jean Baptiste, de 5 tx, c. Bidali, en lest.

MARSEILLE, 22 id. bat. à vap. Commerce de Bastia, de 104 tx, c. Valzi, diverses.

MARSEILLE, 23 id. brick-goil. Conception, de 60 tx, c. Rogliano, diverses.

MARSEILLE ET L'ILE ROUSSE, 23 id. brick-goil. Espoir-en-Dieu, de 64 tx, c. Sisco, farine.

LIVOURNE, 23 id. bat. à vap. Pozzodiborgo, de 28 tx, c. Sisco, blé.

LIVOURNE, 23 id. bœuf Jésus et Marie, de 18 tx, c. Bausa, blé et diverses.

NAPLES, 23 id. balancelle St-Henri, de 39 tx, c. Mattareso, en lest.

CETTE, 23 id. mistic Assomption, de 29 tx, c. Stretti, blé et diverses.

RIO, 24 id. brick-golette Charité, de 81 tx, c. Grasso, minéral.

ST FLORENT, 24 id. bateau Jeune Cléante, de 21 tx, c. Petit, poterie.

NEWCASTLE, 24 id. brick Rosalie, de 78 tx, c. Thomas, houille.

FOLLONICA, 24 id. golette Maria la Bianca, de 35 tx, c. Giannelli, charbon.

FOLLONICA, 24 id. brick-golette Adélaïde, de 56 tx, c. Giannelli, charbon.

MARSEILLE, 24 id. paquebot Ajaccio, c. Blanc, lieutenant de vais. dépêches et passagers.

Du Cap-Corse et de la Plage 4 gondoles avec vin et bois.

DÉPARTS.

AJACCIO, 18 février, bat. à vap. Letizia, de 74 tx, c. Bugliani, diverses.

LIVOURNE, 18 id. bat. à vap. Maréchal Sebastiani, de 31 tx, c. Bertocci, poissons.

MARSEILLE, 19 id. paquebot Ajaccio, c. Blanc, lieutenant de vais. dépêches et passagers.

MARSEILLE, 19 id. tartane Minerve de 66 tx, c. Bastiani, châtaignes et diverses.

MARSEILLE, 19 id. brick-golette Corse, de 49 tx, c. Marinetti, châtaignes et diverses.

MARSEILLE, 19 id. brick-goil. Solenzara, de 69 tx, c. Moneglia, châtaignes.

MACINAGGIO, 19 id. gond. St Simon, de 7 tx, c. Filippi, diverses.

LIVOURNE, 19 id. bœuf Précurseur, de 25 tx, c. Alessandrini, châtaignes.

RIO, 19 id. brick-golette Charité, de 81 tx, c. Grasso, en lest.

LIVOURNE, 19 id. goil. Assomption, de 42 tx, c. Thiers, châtaignes.

SAN PELLEGRINO, 19 id. golette Assomption, de 17 tx, fonte en fer.

CAGNANO, 19 id. gondole Cœur de Jésus, de 8 tx, c. Defendini, en lest.

MACINAGGIO, 19 id. gondole Deux-Beaux-Frères, de 8 tx, c. Costa, en lest.

MACINAGGIO, 16 id. gondole Lavinia, de 8 tx, c. Franceschi, en lest.

LIVOURNE, 20 id. bat. à vap. Pozzodiborgo, de 31 tx, c. Sisco, poissons.

MARSEILLE, 23 id. bat. à vap. Letizia, de 74 tx, c. Bugliani, diverses.

LIVOURNE, 23 id. bat. à vap. Maréchal Sebastiani, de 31 tx, c. Bertocci, passagers.

MACINAGGIO, 23 id. gondole Maria Letizia, de 8 tx, c. Franceschi, en lest.

LE SIROP LAROZE

d'écorces d'oranges amères TONIQUE ANTI-NERVEUX, est prescrit avec succès par les meilleurs médecins dans les affections nerveuses, de l'estomac et des intestins. Il excite l'appétit, rétablit la digestion, guérit les gastralgies, la langueur, le dépérissement, la débilitation organique, abrège les convalescences traînantes, détruit la constipation, 3 fr. le flacon. On évitera les contrefaçons en exigeant les cachet et signature Laroze. — Dépôt spécial chez M. Pomonti pharmacien à Bastia. (8005).

Le Gérant N. TARTAROLI. | BASTIA. — IMPRIMERIE FANTANI.

projet de mariage, sans qu'il en résultât un préjudice grave pour ses enfants. Elle ajouta que son intention bien arrêtée était de ne plus se marier, et que Grimaldi n'avait pas droit de se plaindre, tant qu'elle n'en aurait point épousé d'autres.

Cette réponse qui aurait dû calmer la passion de l'accusé, et le ramener à de meilleurs sentiments, ne fit au contraire que l'aggraver et l'exaspérer d'avantage.

Domine par le vif désir de posséder cette femme, il lui fait des menaces à plusieurs reprises différentes, et il ne craint point de lui dire que son fusil lui arrachera le consentement qu'elle s'obstine à lui refuser. Cette malheureuse veuve se trouvait dans la nécessité de se faire accompagner par des parents, toutes les fois qu'elle était obligée de s'absenter momentanément de sa demeure. L'irritation de l'accusé était telle, qu'il avait proféré des paroles menaçantes non seulement contre la veuve elle-même, mais encore contre ses frères, ses sœurs, et toute sa famille. Grimaldi avait été condamné en outre à quelques amendes de simple police, et comme il refusait de subir les peines prononcées contre lui, il était obligé de garder la campagne; ce qui le mettait à même de pouvoir exhiler sa colère contre toute la famille Massoni.

Le 31 du mois d'août dernier, le gendarme Massoni, frère de la veuve Battini, de résidence dans le canton de Vico, avait été envoyé à Marignana son pays natal pour des affaires de service. Après avoir fait la commission que ses chefs lui avaient donnée, il se rendit dans la maison paternelle pour y voir tous ses parents. Ayant pris congé de sa famille, et tandis qu'il se disposait à rejoindre sa brigade, il vint à passer vis-à-vis d'une maison dans laquelle l'accusé Grimaldi était assis au rez-de-chaussée, occupé à nettoyer son fusil qu'il tenait sur ses genoux.

Dans la crainte que Grimaldi ne se portât à quelques excès contre lui, le gendarme Massoni le salua d'un ton amical et lui ajouta qu'il avait un mot à lui dire, en ayant toutefois la précaution de détacher son fusil qu'il portait en bandoulière à l'épaule droite.

Soit qu'il ait voulu réaliser ses méchantes dispositions contre la famille de la veuve Battini, soit qu'il ait craint d'être arrêté par le gendarme Massoni, l'accusé se lève aussitôt, décharge son fusil contre ce dernier, et le blesse grièvement à la main gauche et à la poitrine. Ce malheureux tombe baigné dans son sang. On entend de chez lui le coup de feu qui l'a blessé, on croit que c'est lui qui a tiré sur quelqu'un; et lorsque la jeune sœur Massoni (Anne-Marie) arrive épouvantée, et lui demande contre qui il a tiré, un second coup part de la main de l'accusé Grimaldi, et blesse également à la poitrine cette malheureuse jeune fille.

Tels sont les faits graves qui se sont déroulés à l'audience de ce jour. L'accusé quoique âgé de près de cinquante ans est en proie à un sentiment d'agitation, et l'on a de la peine à contenir ses mouvements.

M. Gaffori, substitut du procureur général, soutient l'accusation. Il réclame contre l'accusé toute la sévérité du jury.

M. Castelli présente la défense de Grimaldi.

Après le résumé de M. le président, les jurés entrent dans la chambre de leur délibération, d'où ils rapportent contre Grimaldi un verdict de culpabilité relativement aux deux crimes qui lui sont imputés, en admettant toutefois les circonstances atténuantes. La cour condamne Grimaldi (Paul) à vingt années de travaux forcés et à l'exposition.

AUDIENCES DES 5 ET 6 MARS.

Faux en écriture publique.

Le nommé Luccioni (Pierre-Félix), berger de la commune de Carcheto, s'était marié en 1844 avec la nommée Padovani (Magdeleine) de la même commune.

Étant arrivé en 1845 sur le territoire de Cervione avec son troupeau, il fit la connaissance de la demoiselle Bastieri (Camille) avec laquelle il contracta bientôt les relations les plus intimes.

En 1846, la demoiselle Bastieri présente au curé de Cervione deux faux certificats; l'un portant la signature du maire de Carcheto et attestant qu'il y avait eu mariage entre cette jeune fille et Luccioni; l'autre signé par le desservant de cette dernière commune et constatant que les publications avaient été faites à l'église de Carcheto.

Au moyen de ces deux fausses attestations, la parenté obtenue de M. le curé de Cervione la bénédiction nuptiale pour une union qui ne pouvait avoir lieu à cause du premier mariage dans lequel Luccioni se trouvait engagé.

Celui qui est accusé d'avoir écrit ces deux pièces fausses, c'est le nommé Bastieri (François) parent de Luccioni, et celui qui les aurait apportées à Luccioni et à la femme Bastieri, dans la commune de Cervione, c'est le nommé Torre (Charles-Laurent) qui se serait chargé de leur remettre ces pièces, moyennant une somme de trente francs, que la demoiselle Bastieri lui aurait donnée.

Ces quatre accusés viennent rendre compte à la justice du crime qui est imputé à chacun d'eux.

M. Gaffori, substitut du procureur général, soutient l'accusation.

M. Savelli présente la défense de Pietratori. Il soutient que son client n'a pris aucune part au crime qui lui est reproché. Des experts nommés par la cour à l'audience, déclarent que les certificats argués de faux ne sont pas écrits de la main de Simon Pietri.

M. Gavini défend l'accusé Torre qui soutient avoir apporté ces certificats de bonne foi, et sans savoir qu'ils fussent entachés de fausseté.

M. Suzzoni présente la défense de la femme Bastieri et de Luccioni (Pierre-Félix).

Déclaré coupable par le jury du fait qui lui est imputé, avec circonstances atténuantes, Luccioni a été condamné, par la cour, à deux années d'emprisonnement.

Les trois autres accusés ont été acquittés.

AUDIENCE DU 2 MARS.

Mattei (Sébastien), berger de la commune de Corsica se trouvait avec son troupeau sur le territoire de Talasani. Il était en compagnie d'Alibertini son parent, et d'un de ses frères à peine âgé de 13 ans.

Dans le mois d'avril 1844, ce jeune enfant étant monté sur un jument indomptée, parcourut un champ enssemencé à blé et appartenant à un certain Cavalloni (Marc-Aurèle). Celui-ci fit quelques observations au jeune Mattei, et comme cet enfant emporté par sa jument, fut dans la nécessité de faire une nouvelle excursion dans le champ en question, Cavalloni le rejoignit à sa bergerie et lui donna des coups de bâton.

Le jeune Mattei alla se plaindre à son frère et à son cousin Alibertini des mauvais traitements qu'il avait reçus; et le lendemain au moment où Cavalloni passait sur la grande route qui longe le rivage de la mer, Mattei et Alibertini se présentèrent tout-à-coup armés de pistolet, en lui adressant des paroles menaçantes. Cavalloni, dans la crainte d'être victime des menaces de ces deux individus, prends le parti de se précipiter dans la mer. Alibertini décharge aussitôt son pistolet contre lui, et immédiatement après, Sébastien Mattei décharge le sien, au moment toutefois où Cavalloni était à une distance de vingt-cinq ou trente pas, dans l'impossibilité presque absolue de pouvoir être atteint.

Traduit devant les assises pour le crime de tentative de meurtre, Alibertini a été condamné à de précédentes assises à deux années d'emprisonnement. Mattei (Sébastien) vient répondre des mêmes faits à l'audience de ce jour.

M. Gaffori, substitut du procureur général, soutient l'accusation.

M. Casabianca présente la défense de l'accusé. Il soutient que son client n'a pas eu l'intention de donner la mort à Cavalloni, mais qu'il a seulement voulu lui faire peur, à cause des mauvais traitements qu'il avait fait subir à son frère.

Déclaré non coupable par le jury l'accusé Mattei a été acquitté.

AUDIENCE DU MÊME JOUR.

Dans la nuit du 4 mai 1845, plusieurs pièces de fromage furent soustraites, dans une maisonnette de campagne, au préjudice du nommé Alfonsi (Patrice), berger de Calacuccia, et résidant actuellement dans la commune de Montemaggiore.

Un certain Castiglioni (Jean-Antoine), en ce moment détenu, pour vol, dans les prisons de Montpellier, avait déclaré avant sa condamnation et un an après la soustraction faite au préjudice d'Alfonsi, que cette soustraction avait été commise par lui accompagné des nommés Grimaldi (Joseph) et Gabrielli (Jean). Les frères Franchi ennemis de Grimaldi ont également affirmé d'avoir trouvé un sac appartenant à ce dernier, et contenant une quantité de fromages qui avaient été dérobés au berger Alfonsi.

Grimaldi et Gabrielli traduits devant les assises sous l'inculpation de vol commis pendant la nuit, dément complètement les faits que leur sont reprochés.

M. D'Aiguy premier avocat général soutient l'accusation.

M. Giordani et Savelli présentent la défense des accusés.

Déclarés coupables par le jury, avec circonstances atténuantes, Grimaldi et Gabrielli ont été condamnés chacun à six mois d'emprisonnement.

Dans le nombre des ports, qui ont été désignés dernièrement par M. le ministre du commerce, pour recevoir les navires qui viennent de la Mer-Noire, à l'effet de leur faire subir la quarantaine d'observation de trois jours, n'avait point été compris Bastia. Cette lacune offrait de graves inconvénients aux navires de notre place, qui auraient été obligés de se rendre soit à Ajaccio, soit dans un autre port du littoral de la France pour purger sa quarantaine. Or précisément il se trouve en ce moment que deux bateaux de notre place se sont rendus en Turquie pour charger du blé. Sur les réclamations de la chambre de commerce de notre ville, M. le ministre a ajouté le port de Bastia aux autres ports qu'il avait primitivement désignés.

Nous lisons dans la correspondance des journaux de Province: « On sait généralement que la Corse possède des forêts considérables où la marine et l'industrie trouvaient des ressources précieuses pour les besoins de leurs approvisionnements en bois.

Des exploitations ont été tentées à diverses reprises pour en tirer parti, mais l'absence ou la difficulté des routes et des moyens de transport, la cherté et la rareté de la main d'œuvre, l'insuffisance ou l'insuffisance des capitaux des exploitants, ont fait abandonner ces exploitations et les vastes et riches forêts de cette contrée sont restées et restent encore improductives.

Enfin, il y a quelques années, l'administration des forêts a songé à tirer parti de ces richesses, et s'est occupée sérieusement des moyens de les exploiter. Une commission a été envoyée sur les lieux. Elle y a étudié la position et l'étendue de chaque forêt, la nature, la qualité et la quantité de leur peuplement, les emplois aux quels ils son propres, les voies de transport à établir pour leur exploitation.

Grâce à ces travaux, la commission a pu calculer non-seulement l'étendue et la richesse des forêts de la Corse, mais encore les moyens d'en tirer parti, les dépenses à faire préalablement pour en faciliter et assurer l'exploitation, et les ressources en bois que, dans ces conditions nouvelles, elles pouvaient offrir à la France.

Il paraît qu'on s'occupe activement, en ce moment, à l'administration des forêts, de préparer, d'après le rapport de la commission, un projet d'exploitation des forêts de la Corse, dont la superficie serait vendue à des conditions de nature à satisfaire les intérêts du trésor, tout en ménageant pour l'avenir de notables ressources, et en offrant aux acquéreurs des chances de bénéfices suffisants pour appeler l'industrie et les capitaux vers ces exploitations.

On dit que la mise à exécution de ces projets de vente sera très prochaine.

Il n'y a plus de doute aujourd'hui, un rapprochement a eu lieu entre M. Guizot et lord Normanby, et ce rapprochement n'a rien coûté à la dignité personnelle de M. le ministre des affaires étrangères ni à l'honneur de la France. C'est lord Normanby lui-même qui a sollicité par l'intervention de M. le comte d'Appony, c'est lord Normanby qui a fait les premiers frais de la médiation; ainsi donc il sera bien établi que, dans toute cette triste affaire, c'est la France qui a eu le beau rôle.

Voici en quels termes s'exprime l'Union monarchique, organe de l'opinion légitimiste:

«.... M. le comte d'Appony, ambassadeur d'Autriche, avait été chargé de ce rapprochement. Il n'y a point eu là, comme nous l'avions supposé, le moindre hasard. Voici, d'après ce qu'on racontait aujourd'hui dans le monde officiel, comment les choses se sont passées.

« M. d'Appony s'est transporté, la veille de l'arrangement, chez M. Guizot, et l'a informé que lord Normanby désirerait avoir une conférence avec lui, soit pour démentir les bruits répandus dans les journaux, soit pour faire cesser l'état fâcheux des relations, ou plutôt l'absence de relations entre le ministre des affaires étrangères et l'ambassadeur de la reine de la Grande-Bretagne. L'entrevue proposée dans ces termes a été acceptée par M. Guizot.

« S'il faut en croire les amis de M. Guizot, lord

Normanby, dans la conversation qui a eu lieu ensuite, aurait dédaigné les commentaires des journaux hostiles au cabinet. Il se serait défendu d'avoir entretenu des rapports avec M. Thiers, et M. Guizot, de son côté, aurait déclaré qu'il n'avait jamais entendu mettre en doute la véracité et la loyauté de lord Normanby. Ces explications ayant été acceptées de part et d'autre, il a été convenu que les rapports et les affaires officielles reprendraient leur cours habituel. M. Guizot, d'après la version de ses amis, aurait tenu expressément à ce que l'initiative du rapprochement fut prise par lord Normanby.

« Nous n'avons pas, quant à présent, à juger ces faits; nous les livrons à l'opinion d'après les bruits des salons officiels ordinairement les mieux informés.... »

D'après une circulaire du ministre de la guerre, en date du 24 février, tous les militaires libérables en 1847, et qui sont aujourd'hui en congé à un titre quelconque, sont maintenant provisoirement dans leur position; il faut en excepter toutefois ceux qui manifestent l'intention de rentrer à leur corps à l'expiration de leur congé.

NOUVELLES DIVERSES.

M. le duc de Orléans est allée cette semaine au Cirque-Olympique avec S. A. R. le comte de Paris, pour voir représenter le grand drame de la *Révolution Française*. C'est la première fois que la princesse allait au spectacle depuis son veuvage.

— Nous lisons dans la *Presse*:

« On attribuait à M. Guizot une sorte de désaveu privé du démenti donné par lui à la tribune aux dépêches de lord Normanby. Le journal anglais le *Globe*, du 25, déclare qu'il est autorisé à dire que les bruits qui ont couru à ce sujet sont tout-à-fait sans fondement. Il espérait, dit-il, que M. Guizot n'avait pas tout à fait abjuré les sentiments d'un gentleman, et qu'à défaut de satisfaction publique, il avait du moins donné à lord Normanby une satisfaction particulière; mais il est obligé de reconnaître que M. Guizot n'a démenti ses paroles ni directement ni indirectement, et ne connaît plus les usages de la société civilisée. Avis aux feuilles d'opposition qui avaient déjà bâti tant de phrases sur cette prétendue rétractation de M. Guizot. »

— Cinq mille tableaux ont été apportés au Louvre pour la prochaine exposition. Comme à l'ordinaire, le dernier délai fixé pour la réception de ces ouvrages a produit un immense encombrement aux portes du Musée.

— M. Guiraud, de l'Académie Française, qui vient de mourir à l'âge de 59 ans, avait débuté par une pièce de vers présentée à l'Académie des Jeux-Floraux. Il a laissé plusieurs ouvrages, mais le seul qui ait eu un grand retentissement et qui lui ait ouvert les portes de l'Académie, c'est la tragédie de *Machabées*. M. Alexandre Guiraud fut nommé baron par Charles X; il avait été élu en remplacement de M. le duc de Montmorency.

On assure que M. Ponsard, l'auteur de *Lucrèce* et d'*Agnes de Méranie*, est sur les rangs pour arriver au fauteuil que M. Guiraud laisse vacant.

— Le gouvernement français a mis à la disposition du gouvernement romain la collection complète des lois et arrêtés qui régissent l'institution de la garde nationale en France. On sait que cette institution va être établie dans les États de l'Eglise.

— La dépense faite par la ville de Paris, depuis le 16 novembre dernier, pour distribution de bons ou suppléments du prix du pain, se montait, le 28 février, à un million 256,000 fr. — La dépense qu'exigera le mois de mars seul est évaluée à un million 24,000 fr.

— Le 2 mars, les montagnes qui avoisinent Toulon se sont couvertes de neige. L'hiver est assez rude, cette année, dans nos contrées; aussi, nous sommes au mois de mars, et c'est à peine si les amandiers sont en fleurs. Tout est en retard.

— M. le ministre des affaires étrangères vient de décider l'établissement d'un consulat français à Ferrare dans les États de l'Eglise.

— Le thermomètre est descendu dans la nuit du 28 février à Paris à 6° 2/10° au-dessous de zéro.

— M. le ministre de la marine a demandé au supérieur-général des frères des écoles chrétiennes un nouvel envoi de ces religieux pour aller secourir, dans l'île Bourbon, les enseignements donnés aux esclaves qui viennent de recevoir la liberté. Dix d'entre les frères

ont été choisis. Aujourd'hui, on a quelques détails sur leur voyage.

Les dix frères choisis partirent de Bordeaux le 3 juillet 1846, à bord du navire marchand l'*Artilleur*, capitaine Petit. Ils furent recommandés de la manière la plus pressante par M. Chahrol, armateur du navire. La recommandation n'a pas été vaine. Pour ne point blesser les oreilles de ces frères, les matelots ont pris la résolution de s'abstenir, pendant tout le voyage, de ces paroles, que l'on est habitué à regarder comme une nécessité dans le langage de ces hommes, et leur résolution a été si ferme, qu'aucune expression peu mesurée n'est sortie de leur bouche pendant plus de trois mois qu'a duré la traversée.

Les frères, de leur côté, ont voulu se montrer dignes de cette estime dont on les entourait. Avec l'approbation du capitaine Petit, ils ont ouvert à bord une espèce d'école; dans les moments que la manœuvre laissait libres, on voyait les matelots se presser autour de leurs nouveaux maîtres pour en recevoir des leçons d'écriture, d'arithmétique et d'orthographe; leçons que complétait toujours une courte instruction religieuse. Leur zèle a reçu sa récompense.

Deux pauvres marins, âgés l'un de vingt ans, l'autre de vingt-huit, n'avaient pas encore fait leur première communion. Ils ont prié les frères de leur donner des instructions particulières, et, à leur arrivée à Bourbon, ils ont accompli cet acte important de la vie chrétienne.

— Une négociation très-importante était ouverte depuis quelque temps, par lettres, avec le célèbre kalifa de l'émir, Sid-Ahmed-ben-Thaieb-ben-Salem.

Ce chef des montagnés de la Kabylie avait fait un nouveau pas vers nous en acceptant plusieurs entrevues avec M. le capitaine Ducros, chef du bureau arabe d'Almale; le voyage de M. le gouverneur-général vient enfin de déterminer de sa part une démarche décisive.

Dans la journée du 27 février, Ben-Salem est arrivé à Almale, accompagné de tous les chefs importants de la contrée qui s'étend sur le revers ouest du Djurjura, jusqu'aux sommets couverts de neige de cette grande chaîne.

Bel Kassem ou Kassi, qui s'était mis en route avec cette réunion, étant tombé gravement malade, n'a pu venir jusqu'à Almale, mais son frère était spécialement envoyé par lui pour déclarer qu'il adhérerait d'avance à tout ce qui serait réglé entre M. le maréchal et le kalifa.

Ces deux noms bien connus du public d'Alger qui ne les a pas toujours entendus prononcer sans inquiétude en 1840 et dans le courant de la dernière insurrection indiquent suffisamment la valeur des nouvelles adhésions qui viennent d'être obtenues.

En se rappelant tout ce que nous avons publié récemment des soumissions reçues autour de Bougie, des démarches faites à Constantine par une grande tribu des environs de Collo, enfin, de l'extension de notre influence autour de Séif, toutes les personnes qui s'intéressent à notre établissement algérien se rendront facilement compte du progrès extraordinaire de nos affaires.

Ce progrès est tel que personne n'osât s'en flatter il y a six mois.

— On annonce que les négociations ouvertes entre les États de l'Eglise et le Maroc, pour la conclusion d'un traité de commerce, ont abouti à une solution favorable. L'empereur actuel du Maroc entre de plus en plus en communication directe avec la civilisation européenne. C'est là qu'il cherche sa force contre Abd-el-Kader.

— Il paraît certain maintenant que la Porte prépare une nouvelle expédition contre Tunis, et qu'elle compte cette fois sur le concours actif de l'Angleterre. Le Grand-Seigneur vient d'envoyer, auprès du pacha de Tripoli de Barbarie, Ahmar Checker Effendi, avec une mission qui se rattache évidemment à ses projets sur la régence de Tunis; et chose qui nous a paru assez extraordinaire: cet envoyé, arrivé à Malte, s'est embarqué pour poursuivre sa route à bord de la frégate anglaise *Spartan*, qui a été mise à sa disposition. Le *Spartan* a fait route pour Tripoli dans la journée d'hier.

La France doit être attentive aux événements qui se préparent dans nos parages.

— Nous lisons dans un journal suisse:

« Les nouvelles d'Italie sont fâcheuses. La misère se fait sentir jusque dans la fertile Toscane, où la récolte d'olives a manqué. L'exportation des céréales est frappée de droits élevés. Cette exportation est prohibée

dans le royaume de Naples, marché important; enfin la Lombardie a également prohibé la sortie des grains, sans le vis. Cette mesure a été prise provisoirement, en attendant la décision du vice-roi, ensuite des troubles qui ont éclaté sur un grand nombre de marchés de la frontière. Des rapports nombreux attribuent ces troubles à l'empressement excessif des acheteurs suisses.

« Du reste, le canton du Tessin est littéralement encombré de grains en destination pour la Suisse intérieure, pour lesquels les moyens de transport qu'offrent les routes du St-Gothard et du Splügen sont insuffisants; de sorte que les effets de la prohibition ne seront pas immédiatement sensibles. Peut-être celle-ci sera-t-elle levée prochainement. On s'attend à des démarches diplomatiques du Vorort, attendu que la propriété de ressortissants suisses n'a pas été respectée. Un député tessinois s'est rendu à Berne à ce sujet. »

— On lit dans la *Tribune de Liège*:

« Des chats, des rats, des chiens, en un mot tout ce qui tombe sous les dents de notre malheureuse population des Flandres, est dévoré par elle avec une avidité incroyable.

« En voici un frappant exemple:

« La semaine dernière, le chien du sieur P. Biebuyck, de Nederbrakel, fut vendu pour sa belle peau à J.-B. Braekeler, de cette commune. Ce chien fut ensuite tué et sa chair vendue dans l'intervalle d'une heure aux malheureux de l'endroit, à raison de 6 centimes la livre, tandis que plus de 300 autres malheureux étaient venus trop tard pour s'en procurer, de sorte que ceux-ci ont dû partir sans avoir de quoi manger. »

— On écrit de Saragosse, le 24 février, au *Mémorial des Pyrénées*:

« Nous voilà de nouveau plongés dans la guerre civile. Le mouvement qui avait éclaté dans la Catalogne commence à gagner les bas Aragon. Plusieurs bandes ont paru sur divers points, et on assure que Cabrera est arrivé depuis peu pour les réunir sous son commandement.

« Il faut que ces bruits ne oient pas dénués de fondement, puisque le capitaine-général est parti ce matin à neuf heures avec quatre compagnies d'infanterie, deux pièces d'artillerie et 80 chevaux; il s'est dirigé du côté d'Alicante et doit se réunir aux deux colonnes qui sont dans nos contrées depuis deux mois.

« Une députation provinciale est partie aujourd'hui pour Madrid; elle va demander au gouvernement l'autorisation de contracter un emprunt, afin de pouvoir occuper les ouvriers sans travail et les empêcher ainsi de voler ou de passer à la faction. La misère est ici à son comble. »

— Le journal de Madrid *el Tiempo*, du 24 février, contient une lettre de l'infant don Enrique, adressée à son auguste cousine; il sollicite l'autorisation de la reine pour contracter mariage avec M^{lle} de Castella. La longueur de ce document ne nous permet point de l'insérer. A ce sujet le conseil des ministres s'est assemblé. La feuille espagnole ne fait aucune mention de la délibération qui a dû s'en suivre.

— L'Espagne craint une tentative de la part du comte de Montmolin pour s'emparer des îles Baléares, et elle fait exécuter de ce côté des travaux de défense.

— Quelques journaux espagnols ont annoncé que la France avait envoyé devant les îles Baléares une division de 5 ou 6 bâtiments, mais cette nouvelle n'a pas le moindre fondement.

— On écrit de Lisbonne au *Times*:

« Le gouvernement espagnol a officiellement communiqué au gouvernement portugais l'offre de secours armés, si on le desire, alléguant le changement de circonstances qui tient à la ligue des démocrates et des miguelistes à Oporto. Nos autorités anglaises résidentes, sont jalouses d'exercer leur influence dans une médiation pacifique entre les parties contendantes, mais les difficultés sont presque insurmontables. Il y a déjà eu quelques pourparlers, mais la junte demande la réunion immédiate des Cortès, et la reine n'y consentira jamais, par la raison qu'il est difficile que des discussions calmes aient lieu d'ici à longtemps. La reine a rejeté, quant à présent, tout projet de médiation. Le colonel Wyld attendait d'Angleterre des instructions qui lui sont parvenues. Je crois que, d'après ces instructions, il doit soumettre une proposition à la Junte; si la reine de Portugal peut-être amenée à y donner son consentement, que dans le cas où la Junte refuserait d'accéder à ses termes, l'escadre anglaise aura recours à une intervention armée à O-

paran. Depuis la mort de Macdonald, tous les officiers miguillistes ont offert leurs services à la Junte.

« D'après le Globe, les dernières nouvelles reçues à Londres du cap de Bonne-Espérance sont très favorables. Les Cafres posent partout leurs armes et ramènent les troupeaux enlevés. L'énergie du gouvernement commence à porter ses fruits. Deux chefs influents, Santilla et Numala, ont fait leur soumission. La principale ligne de défense britannique s'étendra dorénavant de Block-Trift à Waterloo-Bay. »

CERVERA, 17 février. — En quittant cette ville, la faction, commandée par Tristany, s'est dirigée sur Guisosa, qui est à une heure et demie de marche au nord-est de Cervera. La bande y est entrée à deux heures après midi, sans qu'on se fût douté de son approche. Les quelques soldats qui s'y trouvaient, commandés par un officier, se sont précipitamment retranchés dans la première maison qu'ils ont trouvée ouverte, et se sont rendus après une résistance d'une heure, à la condition qu'ils auraient la vie sauve et que l'officier conserverait ses insignes. Ils ont laissé le choix à ces soldats ou de se retirer ou de les suivre; tous ont opté pour ce dernier parti, à l'exception de l'officier, auquel on a laissé son uniforme et ses épaulettes. Un soldat et un factieux blessés ont été transportés à l'hôpital; le dernier est dans un état désespéré. L'officier a reçu une balle dans son schako.

La bande de Tristany n'a quitté la ville qu'à cinq heures du soir.

— On mande de Munich, (Bavière).

« Mlle Lola-Montès, qui a laissé tant de souvenirs à Berlin, à Dresde, à Paris, et qui jouit ici, comme on le sait, d'une haute protection qui fait quelque scandale, vient d'occasionner, en pleine rue, une scène de désordre qui a nécessité l'intervention de la police. »

« Hier, vers midi, la belle espagnole se promenait dans la rue Saint-Louis, suivie d'un énorme bouledogue. Ce chien se mit à aboyer contre les chevaux d'une charrette de brasseur, qui était arrêtée devant la porte d'un estaminet. Les chevaux s'inquiétèrent et firent quelques mouvements violents qui eurent pour effet d'exciter la rage du bouledogue; l'animal s'élançant sur l'un des chevaux le mordit avec fureur. Ce spectacle, qui amusait M^{lle} Lola-Montès, n'étant pas du goût du charretier, cet homme intima à M^{lle} Montès l'ordre de rappeler son chien, et lui dit, en termes assez brusques, qu'il devrait être défendu de sortir avec un animal aussi méchant et aussi dangereux. M^{lle} Lola-Montès, soit qu'elle ne comprit pas les paroles du charretier, soit, au contraire, qu'elle les comprit trop bien, car on dit qu'elle parle l'allemand avec assez de facilité, emportée par un de ces mouvements de colère qui valurent à un officier prussien le fameux coup de cravache auquel la jeune espagnole doit en partie sa célébrité, coupa le visage du pauvre charretier d'un si vigoureux coup de parapluie, que le sang jaillit avec abondance. »

« Les passans titubés, prenant fait et cause pour le charretier, commencèrent à proférer des injures contre M^{lle} Montès, et s'échauffèrent tellement que M^{lle} Montès, jugeant la position périlleuse, se jeta dans la boutique d'un pharmacien et ferma la porte si brusquement qu'une partie du vitrage vola en éclat. Mais la foule amassée dans la pharmacie demandait à hauts cris qu'on lui livrât la coupable, et comme on ne satisfaisait pas à cette sommation menaçante, elle brisa à coups de pierre ce qui restait de carreaux à la devanture. M^{lle} Lola-Montès put enfin rentrer chez elle dans la nuit; mais le lendemain, dès la pointe du jour, une multitude de curieux stationnait devant l'hôtel qu'elle habite et lançait des pierres contre les fenêtres. Des gens de police parvinrent d'abord à dissiper la foule; mais comme les rassemblements se renouvelaient sans cesse, la police fit établir près de l'hôtel un poste de gendarmerie à pied et mettre un factionnaire à la porte même de M^{lle} Lola-Montès. »

« On annonce que M^{lle} Lola-Montès comparaitra incessamment devant la police correctionnelle pour répondre du coup de parapluie qu'elle a porté au charretier. »

— Le bruit s'est répandu qu'un bâtiment suspect sous pavillon anglais était en surveillance depuis quelques jours à la côte de Portugal. On pensait que don Miguel se trouvait à bord de ce bâtiment.

— Incendie à Boston. — Un incendie considérable a éclaté dans la ville de Boston, le 21 janvier, vers dix heures du soir. Le feu s'est déclaré dans un jeu de boule dépendant du Neptune-House, et s'est rapidement étendu sur une surface immense, en dévorant une centaine de bâtiments.

On estime la perte à environ cent mille dollars (540 mille francs), dont le quart à peine était couvert par les assurances. Un nombre considérable d'habitants, et surtout de pauvres familles irlandaises, se sont trouvés sans aide dans cette saison rigoureuse, par suite du fléau.

De nombreux indices faisant présumer que ce sinistre est dû à la malveillance, le conseil municipal de Boston a promis une récompense de deux mille dollars (plus de 10 mille fr.) à celui qui mettrait un des incendiaires entre les mains de la justice.

— On écrit de Montjoie (Prusse), le 23 février : « Avant-hier il est arrivé ici un événement pareil à celui qui s'est passé naguères aux environs d'Oberwinter. Vers six heures du soir, une partie de la montagne contre laquelle notre ville se trouve adossée s'est détachée, et une immense masse de terre et de pierres a roulé en bas. Cette masse a écrasé un vaste bâtiment servant de fabrique de drap, et a endommagé deux maisons voisines. De grandes pierres sont tombées dans le Rœr et ont obstrué le cours des eaux; mais le courant était si fort qu'il les a bientôt écartées et s'est frayé un passage par les intervalles qu'elles laissaient. Au moment de ce terrible événement, il y avait près de la fabrique de drap près de quatre cent cinquante personnes, qui infailliblement auraient été enterrées sous les ruines de cet établissement; mais heureusement un ouvrier qui se trouvait dans la cour aperçut le mouvement dans la montagne, il donna l'alerte par ses cris, et tout le monde put sortir de la maison et se réfugier au loin. »

ANNONCES ET AVIS DIVERS.

ADJUDICATION DE L'OCTROI DE LA VILLE DE BASTIA.

3^e ET DERNIER AVIS.

Le Maire de la ville de Bastia, fait savoir que, par suite de l'avis émis par le conseil municipal de cette ville dans sa délibération du 23 novembre dernier, M. le Préfet de ce département a décidé que la perception des droits d'octroi de cette ville sera mise en adjudication.

A cet effet, avis est donné que le Jeudi 1^{er} avril prochain, à midi précis, il sera, pardevant le Maire de la ville assisté d'une commission déléguée par le conseil municipal, et de M. le Receveur de la commune; procédé à l'Hôtel de Ville, à l'adjudication, au plus offrant et dernier enchérisseur, à titre de bail à ferme, des droits d'octroi municipal de cette ville, pendant trois années, qui commenceront le jour de la prise de possession par l'adjudicataire, en vertu de l'approbation que l'autorité compétente aura donnée à l'adjudication.

Les droits sont établis sur :
1^{er} Boissons et liquides
2^o Comestibles
3^o Combustibles
4^o Fourrages
5^o Matériaux
6^o Objets divers

La 1^{re} mise à prix est fixée à quatre vingt neuf mille neuf cent francs.

On n'admettra aux enchères que des personnes d'une moralité, d'une solvabilité, et d'une capacité reconnues, et qui, après s'être fait inscrire sur le tableau des candidats, auront obtenu du Maire, trois jours au moins avant l'adjudication, un certificat d'admission, sauf le recours au Préfet.

Le cahier des charges clauses et conditions de l'adjudication est déposé au secrétariat de la Mairie, où il en sera donné connaissance à toutes les personnes qui s'y présenteront.

Fait à Bastia, en l'Hôtel de Ville, le 15 février 1847.

Le Maire,
A. S. LAZAROTTI.

Pharmacie Giralt, à Bastia.

PATE PECTORALE SIROP PECTORAL

NAFÉ DARABIE

seuls pectoraux approuvés par les professeurs et chimistes de la faculté de médecine de Paris.

RACAHOUT DES ARABES

aliments des convalescents, des dames, des enfants et des personnes malades de la poitrine ou de l'estomac.

SE DÉFIER DES CONTREFAÇONS.

TAMPON GARANTI

PERFECTIONNÉ POUR TIMBRES ET GRIFFES

A l'usage des administrations et du commerce. — 2 fr. 50, 3 fr. 50 et 5 fr. l'un. A la librairie Fournier à Bastia.



PAQUEBOTS À VAPEUR DE LA COMP^{te} VALERY FRÈRES.
Service régulier entre Bastia et Marseille
et entre Bastia et Livourne.

VOYAGE A ROME

POUR LES FONCTIONS DE LA SEMAINE SAINTE.

Le bateau à vapeur le COMMERCE DE BASTIA partira de Bastia pour Civitavecchia le lundi saint, 29 mars courant et de Civitavecchia, suivra le même jour, jusqu'à Naples.

Le 5 avril repartira de Naples pour Marseille touchant à Civitavecchia et Bastia.

Le 6 avril sera à Civitavecchia.

Le 7 id. à Bastia.

Le 8 id. à Marseille.

ON DEMANDE :

10 marins. — 2 maîtres d'hôtel. — 2 domestiques pour embarquer sur les bateaux à vapeur de la compagnie Valery frères.
S'adresser à leur bureau.

PORT DE BASTIA.

ARRIVÉES.

RIO, 4 mars brick-goël. Charité, de 81 tx, c. Grasso, minéral.

FOLLONICA, 4 id. balancelle St Crucifix, de 45 tx c. Cassone, charbon.

LIVOURNE, 6 id. goëlette Assomption, de 42 tx, c. Thiers, blé et diverses.

MARSEILLE, 6 id. bat. à vap. Letizia, de 74 tx, c. Bugliani, diverses.

LIVOURNE, 9 id. gond. St André, de 14 tx, c. Mattei, avoine.

LIVOURNE, 9 id. bat. à vap. Letizia, de 74 tx, c. Bugliani blé.

S^t FLORENT, 9 id. bat. à vap. Antilope de 60 tx, c. de Stahl, lieutenant de vais.

DE LA PLAGE, 9 id. gond. St Marie, de 6 tx, c. Bianchi, en lest.

MARSEILLE, 10 id. paquebot Ajaccio, de 120 chev. c. Blanc, lieutenant de vais. dépêches et passagers.

AJACCIO, 10 id. bat. à vap. Maréchal Sebastiani, de 31 tx, c. Bertocci, passagers.

ARLES, 10 id. brick-goël. Ville de Lyon, c. N.... machines.

LIVOURNE, 10 id. bouf Précurseur de 25 tx, c. Alessandri, blé.

DÉPARTS.

MARSEILLE, 5 mars paquebot Napoléon, de 120 ch. c. de Coers, lieutenant de vais. dépêches et passagers.

AJACCIO, 6 id. bat. à vap. Maréchal Sebastiani, de 31 tx, c. Bertocci, diverses et passagers.

NAPLES, 7 id. balancelle S^t Simon, de 39 tx, c. Mattareso, anguilles.

LIVOURNE, 7 id. bat. à vap. Letizia, de 74 tx, c. Bugliani, passagers.

RIO, 8 id. brick-goël. Charité, de 81 tx, c. Grasso, en lest.

SOLENZARA, 10 id. brick-goël. Conception, de 60 tx, c. Erso, en lest.

ALERIA, 10 id. brick-goël. Maria la Bianca, de 55 tx, Gianelli, en lest.

ALERIA, 10 id. brick-goël. Adélaïde, de 56 tx, c. Gianelli, en lest.

A LA PLAGE, 10 id. tartane Enfant Chéri, de 38 tx, Deschamps, en lest.

MARSEILLE, 10 id. bat. à vap. Letizia, de 74 tx, c. Bugliani, diverses.

LIVOURNE, 10 id. brick-goël. Espoir en Dieu, de 64 tx, c. Sisco, en lest.

DU CAP-CORSE, 7 gond. chargées vin, et diverses.

Le Gérant N. TARTAROLI.

BASTIA. — IMPRIMERIE FARIANI.

L'INSULAIRE FRANÇAIS

JOURNAL POLITIQUE ET LITTÉRAIRE. — FSUILLÉ D'ANNONCES LÉGALES.

PRIN de l'Abonnement pour la Corse : Un An 16 fr., Six mois 8 fr., Trois mois 4 fr. — Pour le Continent français 18 fr. par an — Pour l'Étranger 20 fr. On s'abonne à Bastia au bureau du Journal et à Paris à l'Office Corresp. de LÉGIENNET, rue N. D. des Victoires 16 (place de la Bourse) où l'on reçoit les annonces. Le Prix des Annonces est de 35 centimes la ligne. Les lettres non affranchies seront refusées.

BASTIA (CORSE.)

Les travaux législatifs sont à peu près suspendus, aucun rapport sur les projets de loi n'étant encore préparé. Mais les commissions dans les deux chambres, sont fortement occupées à étudier les projets. Pendant ce temps l'initiative parlementaire ne se repose pas. M. Duvergier de Hauranne a présenté une proposition relative à la réforme électorale, dont les bureaux ont autorisé la lecture. Les développements de cette proposition ont été renvoyés à la séance du lundi 15 mars. Les deux chambres ont voté un projet de loi qui accorde un nouveau secours de quatre millions qui sera distribué entre les communes qui entreprendront des travaux publics pour venir en aide à la classe malheureuse. Déjà une loi de même nature et portant le même crédit a donné naissance à des travaux évalués à la somme de dix millions. C'est donc une somme de 24 millions, à peu près, qui se trouveront ainsi mis à la disposition de la classe nécessiteuse. Secours importants dans un moment où le prix du blé continue à augmenter dans un grand nombre de localités.

Une pétition revêtue de nombreuses signatures vient d'être adressée au roi par les habitants de la ville de Bastia, au sujet du port. La question soumise à la bienveillante attention du roi est bien simple. Il s'agit de savoir si la ville de Bastia sera victime d'une impossibilité qu'on lui a faite et qu'elle a fait tout au monde pour prévenir. On sait que la ville s'est engagée à fournir, pour sa part contributive des dépenses du nouveau port, une somme de 500,000 fr. payable en vingt annuités. Certes ce concours de la ville était une mesure excellente et il est bien que les communes appelées à recueillir plus directement les avantages des grands travaux publics, y contribuent pour leur part. La ville de Bastia s'était conformée avec empressement à ce principe : pour le réaliser, comme ses ressources pécuniaires sont très faibles, elle avait consenti à imposer son pain de chaque jour, c'est le mot strict, pendant vingt ans, afin de réaliser la somme qui lui était impossible de se procurer par tout autre moyen. Elle avait fait ce que le gouvernement avait déjà accepté pour Marseille; c'était un précédent qui avait de l'autorité. Le gouvernement l'avait compris et avait accepté l'offre de la ville. Le projet de loi sur le port de Bastia fut présenté, discuté, adopté et sanctionné avec la reconnaissance de ce principe. Il était donc permis d'espérer que tout serait fini là et que la loi serait immédiatement mise à exécution.

Cependant il n'en a rien été jusqu'ici. Au moment de présenter ce projet de loi qui devait autoriser notre ville à s'imposer extraordinairement pendant vingt ans sur les blés reçus à l'entrée, les ministres ont hésité. Nous comprenons du reste ces hésitations. En présence de la détresse générale que la récolte de l'année dernière a produit et des souffrances qu'elle a occasionnées, nous sentons qu'on recule devant un impôt qui grève d'un nouveau droit le blé. Mais d'abord nous dirons que le droit proposé et accepté est minime, puisqu'il ne s'élève qu'à 50 centimes par hectolitre et nous ajouterons ensuite, qu'on aurait pu introduire dans le projet de loi une clause qui, dans un cas extraordinaire, car les années ne se res-

semblent pas toutes fort heureusement, aurait suspendu l'acquittement du droit en question. On aurait ainsi paré à tous les inconvénients. Mais si on n'avait pas cru devoir user de cette mesure, nous pensons que la ville de Bastia ne saurait être rendue responsable de ces malheurs ou de ces sages prévisions et que puisque ce n'est pas elle qui a réclamé contre l'impôt proposé, on ne saurait lui enlever le bénéfice de la loi adoptée sur l'établissement d'un nouveau port. Nous ajouterons encore que la loi qui lui a concédé un port, accordait en même temps des travaux de ce genre à plusieurs grandes villes, dont on n'avait exigé et obtenu aucune espèce de concours en argent. Dès lors Bastia devrait se retrouver dans la position de ces autres villes, car bien qu'il s'agisse de l'intérêt de Bastia, on ne saurait perdre de vue, et l'exposé des motifs du projet de loi l'a constaté, qu'un port à Bastia intéresse non seulement la ville, mais l'île entière, la marine marchande de la France et la marine militaire, pour lesquelles il est si important de créer, dans cette partie de la Méditerranée, un asyle sûr et commode. Bastia a fait tout ce qu'elle a pu, elle est disposée à le faire encore pour réaliser sa part de concours. On l'avait acceptée : peut-on aujourd'hui lui refuser ce qu'on lui a accordé? Nous ne le pensons pas et les raisons graves et décisives contenues dans la pétition dont nous parlons, et que nous ne faisons qu'indiquer ici, militeront sans doute en faveur du port de Bastia. Le gouvernement du roi a donné trop de preuves de sa bienveillance pour la Corse; les intentions du roi sont trop bien connues vis-à-vis de notre pays, pour que nous puissions penser qu'on n'accueille pas avec empressement les observations présentées qui se recommandent par leur modération et leur évidente justice. La situation exceptionnelle où se trouve la France, ne saurait prévaloir contre les motifs sérieux qui ont fait voter et sanctionner la loi en question.

Nous ajouterons, en terminant, une autre considération. Les travaux du port, s'ils étaient commencés, donneraient à la classe pauvre de notre ville, de l'occupation, qui lui est si nécessaire d'obtenir, en présence de la misère qui l'accable; il paraît donc impossible que le gouvernement ne s'empresse pas d'envoyer des ordres à ce sujet, surtout quand il demande aux chambres et qu'il en obtient des sommes considérables d'argent pour venir au secours de la classe nécessiteuse. Il n'a pas besoin de demander des fonds, ils sont accordés par une loi. Il ne s'agit donc que de l'exécuter.

Au reste, d'après une lettre de la députation de la Corse, nous croyons pouvoir espérer que les difficultés, dont nous parlons, sont en voie de s'aplanir. Les considérations que nous rappelons ne font que donner un nouveau poids à l'urgente nécessité de commencer enfin les travaux.

COUR D'ASSISES DE LA CORSE.

(PRÉSIDENCE DE M. LE CONSEILLER POLI.)

AUDIENCE DU 9 MARS.

Assassinat.

Dans la matinée du 22 juin 1846, le nommé Baldarelli (Antoine-Jean), laboureur de la commune de Zalana, s'était rendu dans une de ses propriétés située

au lieu dit Padula dans le territoire de Tallone. Son petit fils Baldarelli (Paul), jeune enfant de treize ans, se trouvait en sa compagnie. Vers les onze heures du matin, au moment où cet homme âgé de soixante ans, était occupé à labourer son champ, le jeune Baldarelli, assis à côté de lui, à l'ombre d'un châtaignier, entend du bruit dans le maïs voisin. Il se retourne saisi de frayeur; et il en voit sortir deux hommes armés qui lui font signe de se taire, et se dirigent à pas précipités à la rencontre de son grand père. Des cris déchirants sont poussés par cet enfant : « Sauvez-vous, dit-il, à mon grand père, on vient pour vous assassiner ». Le malheureux vieillard s'efforce en vain de calmer la fureur de ces deux scélérats; et s'adressant à l'un d'eux il lui dit : « Tu prétends avoir droit à ma maison. Eh bien! je te la céderai toute entière, mais ne m'ôtes pas la vie ». Ces deux forcenés sont sourds à ses prières : l'un d'eux, Guidoni (Benoit), décharge contre ce malheureux vieillard son fusil à double canon, l'autre, Ciancioni (François-Marie), porteur d'une carabine, suit l'exemple de son perfide compagne. L'infortuné Baldarelli tombe à côté de ses bœufs et de sa charrue; son jeune petit fils, témoin de ce drame sanglant, recueille son dernier soupir.

Quel motif a pu armer le bras de ces deux assassins? Le voici : Guidi Caporalone, père de Benoit, avait épousé en secondes noces une sœur du malheureux Baldarelli. Ils étaient en discussion pour le partage d'une maison; et le fils de Caporalone qui habitait la commune de Piedicroce, s'était rendu dans le territoire de Zalana, avec la détermination de terminer par un forfait, le différend qui existait entre son père et la famille Baldarelli. Il avait fait part de ses projets sanglants à Ciancioni (François-Marie), et celui-ci qui était l'ami, le parent de Baldarelli, n'avait point craint de s'associer aux intentions homicides de Guidi, et de lui porter l'assistance de son bras, pour l'exécution de ses féroces desseins. Quatre jours avant la crime, ils avaient été vus en armes parcourant ensemble la campagne, et arrivant au lieu où travaillait le fils de la victime, dans le but de l'assassiner. Une heure après cet événement déplorable, ils ont été également rencontrés ensemble, et ils annonçaient avec audace, qu'ils avaient donné la mort à l'infortuné Baldarelli. Guidi (Benoit) même, encore en ce moment, la vie errante du bandit. Il n'a pu encore être atteint par les agents de la force publique, et il est devenu la terreur du canton de Piedicroce. Ciancioni (François-Marie) vient répondre à l'audience de ce jour, du crime affreux qui lui est imputé, et qu'il a commis en compagnie de Guidi (Benoit).

L'accusé est un jeune homme de dix-huit ans. Il est proprement vêtu; sa physionomie est plutôt agréable, elle contraste singulièrement avec l'odieux forfait dont il s'est rendu coupable. Interrogé par M. le président, il se renferme dans un système de dénégation complète. Il déclare que sa rencontre avec Guidi a été purement fortuite, et que s'il a été à Padula en compagnie de Guidi, c'est qu'il ignorait absolument les mauvaises dispositions de ce dernier. Il ajoute que Guidi seul a fait feu avec son fusil à deux coups sur Baldarelli (Antoine-Jean), et que de son côté il a empêché ce scélérat de donner la mort au jeune Baldarelli petit-fils de la victime. Celui-ci avait en effet déclaré dans sa première déposition qu'il n'avait entendu que deux coups de feu; et à l'audience il a constamment soutenu que son grand-père avait péri victime de trois coups. D'autres témoins qui se trouvaient à une certaine distance de la scène du crime, affirmaient également n'avoir entendu que deux coups de feu, mais une circonstance sur laquelle le jeune Baldarelli n'a jamais varié et qu'il a toujours énergiquement relatée, était celle que Ciancioni avait également tiré sur son grand-père, qu'il s'était mis à genoux pour mieux l'ajuster, et que le malheureux vieillard était tombé précisément à la suite de ce dernier coup. Il est également résulté de l'inspection du cadavre faite par des

hommes de l'art, que la victime avait reçu quatre blessures occasionnées par six projectiles tirés dans deux directions différentes.

M. D'Aiguy, premier avocat général, soutenant l'accusation, a commencé son réquisitoire en ces termes : « Messieurs les jurés, le 22 juin dernier à midi, un malheureux vieillard labourait son champ. Il était seul, je me trompe, un enfant de treize ans envoyé par la providence se trouvait à quelques pas de lui à l'ombre d'un châtaignier. Tout-à-coup deux assassins sortent du makis; ils font signe à cet enfant de se taire, et de ne pas avertir le vieillard, qui était son grand-père. Cet enfant entraîné par la nature accourt auprès de cet infortuné, et lui crie : sauvez-vous, sauvez-vous, on veut vous assassiner. L'heure du vieillard avait sonné. En vain, il dit à ses assassins : vous me demandez la moitié de ma maison, épargnez mes jours; je vous la donnerai toute entière. Il avait à peine achevé ces mots, lorsqu'il tombait victime de trois coups de fusil tirés contre lui : » Après avoir abordé les charges de l'accusation et les avoir habilement discutées, le ministère public termine ainsi : « Qu'est-ce qui a dirigé le bras des assassins ? Moins vous vous expliquerez ce crime et plus il doit vous épouvanter. Eh quoi ! sans autre motif qu'une disposition féroce à s'associer aux mauvaises passions d'autrui ; devenir ainsi l'instrument de la haine d'un acélaté ! L'accusé est plus coupable que Guidi. Des motifs qu'il faut repousser avec indignation existaient pour ce dernier. Mais l'accusé n'en avait aucun. Il avait l'exécrable manie de devenir bandit ; il avait annoncé à une femme, le matin du crime, qu'il voulait abandonner sa demeure, qu'il voulait être bandit. L'en ai assez dit, Messieurs les jurés, justice, justice, je l'attends de vous, avec confiance. Quant aux circonstances atténuantes, accordez-les lui, si vous le voulez, jetez-les lui par pitié. »

M. Casabianca, alné, défenseur de l'accusé a commencé ainsi sa plaidoirie : « Messieurs les jurés, l'accusation est grave; les charges n'existent point. Oui, le crime que la société déplore dans cette enceinte est épouvantable, mais l'assassin est connu. C'est le plus terrible malfaiteur qui désolé l'arrondissement de Corte. Il a déclaré une guerre audacieuse à la force publique. Oh ! assurément si cet homme était devant vous, je ne lui prêtera point le secours de mon ministère. Mais si la famille Baldarelli doit avoir seule votre croyance, ce n'est pas une tête ce sont deux têtes qui rouleraient sur l'échafaud; c'est vous dire, Messieurs les jurés, que vous devez vous mettre en garde contre les exagérations de la vengeance. Le défenseur discute les charges présentées par le ministère public, puis il termine ainsi : « Ce qu'il y a de certain dans cette affaire, c'est que sans la présence de Ciancioni sur le lieu du crime, au lieu d'un cadavre il y en aurait deux. C'est lui qui a sauvé la vie à cet enfant. Prenez garde, Messieurs les jurés, s'il était vrai que Ciancioni fut coupable, l'expliquerait difficilement ces circonstances atténuantes que le ministère public a eu la générosité de nous concéder. Ou Ciancioni est un monstre qui l'a fait étouffer, ou c'est un innocent qu'il faut absoudre. Si plus tard, lorsque Guidi paraîtra devant vous, l'innocence de Ciancioni était reconnue, quelle serait votre désolation ? Guidi est coupable, non seulement d'avoir commis ce crime, mais encore d'avoir compromis un malheureux jeune homme dont la tête est faible et l'intelligence bornée. Ciancioni a été accusé par la famille Baldarelli et par la justice; et vous savez que souvent l'accusation et la voix publique se confondent. Il s'agit ici d'un crime sans motifs; vous ne pouvez le déclarer constant, qu'au risque de rencontrer avec un verdict de culpabilité, la tête d'un innocent. »

Après le résumé lucide et impartial de M. le président, Messieurs les jurés se retirent dans la chambre de leurs délibérations d'où ils sortent dix minutes après avec un verdict de culpabilité sur la question de complicité de meurtre avec préméditation et circonstances atténuantes. La cour a condamné l'accusé Ciancioni à vingt années de travaux forcés et à l'exposition.

AUDIENCE DU 10 MARS.

Savignoni (François-Jean), de la commune de Pietra, jeune conscript de la classe de 1846, avait produit au conseil de révision, un certificat constatant qu'il était fils de veuve. Ce certificat portait la signature de trois pères de conscripts qui étaient les nommés Straboni (Charles-André), Giacomoni (Ange-Toussaint) et Nicolai (Pierre-Antoine). Il était en outre signé par le nommé Jules Savignoni, membre du conseil municipal de Pietra, qui avait cru en cette qualité appuyer sa signature avec le sceau de la Mairie.

Le conseil de révision ayant reconnu que la mère de Savignoni (François-Jean), s'était mariée, tous ces individus ont été renvoyés devant la cour d'assises pour y rendre compte des faits qui sont reprochés à chacun d'eux. Quoique le mariage de la mère Savignoni eût été célébré avec toutes les formes voulues, il a été néanmoins constaté aux débats qu'il n'avait pas eu cette grande publicité qui accompagne ordinairement de pareils actes. D'ailleurs la pièce incriminée n'avait point de date et elle ne portait point la signature du maire qui seul a qualité pour signer, aux termes de la loi, les certificats de cette nature. Les accusés se défendent en soutenant leur bonne foi. Quant à Savignoni (François-Jean) il déclare avoir été abandonné par sa mère dans un âge encore tendre. Il ajoute qu'il a toujours vécu avec son oncle, qu'il ignorait si sa mère avait contracté un mariage légal, et qu'il n'avait pas connaissance du fait contenu dans le certificat présenté par lui.

M. D'Aiguy premier avocat-général, soutient l'accusation.

M. Montera, Suzzoni, Casabianca et Caraffa sont aux bancs de la défense.

Déclarés non coupables par le Jury, les accusés ont été acquittés.

AUDIENCE DES 11, 12 ET 13 MARS.

Tentative de meurtre, assassinat et vol.

Deux individus paraissent à l'audience de ce jour sur le banc des accusés. Le premier Pietri (Antoine), dit Castagnino, est accusé d'avoir tenté de donner volontairement la mort à des agents de la force publique, d'avoir commis un assassinat sur la personne du nommé Morelli (André), et enfin d'avoir soustrait à main armée la somme de deux cent francs, dans la maison et au préjudice du sieur Ceccaldi, ex-desservant de la commune de Salice. Le second Bonelli (Émile), est accusé d'avoir pris part à ce dernier crime, en compagnie de Pietri (Antoine).

Voici le résumé des faits tels qu'ils se sont produits aux débats : A la suite d'une rixe où deux membres de la famille Piarchi de Bocognano, avaient reçu la mort; le nommé Pietri (Antoine) gardait la campagne comme ayant pris part à ce double crime. Il paraît cependant, qu'il n'avait eu rien à se reprocher dans cette circonstance, puisqu'il avait été jugé sur ce fait à de précédentes assises il fut acquitté par le jury. Toutefois, avant de se constituer prisonnier, et pendant qu'il gardait la campagne, il s'associa à plusieurs autres malfaiteurs à la tête desquels se trouvait le fameux bandit Bastianesi condamné par la cour d'assises de la Corse, aux travaux forcés à perpétuité. Le 22 juin 1845 le capitaine des voltigeurs corses Poli ayant été informé que tous ces malfaiteurs se trouvaient aux environs du hameau de la Trova, jugea à propos de se mettre à leur poursuite, avec quatre des voltigeurs qu'il avait sous ses ordres. Aussitôt que le capitaine Poli fut arrivé à une certaine distance de ces bandits, des coups de fusil furent échangés de part et d'autre et le capitaine ne put sauver sa vie qu'en s'abritant derrière un poirier qui fut entièrement criblé de balles. Deux voltigeurs corses prirent le parti de faire un détour afin de mettre les bandits entre deux feux; mais ceux-ci, sans attendre d'être cernés, se livrèrent promptement à la fuite. L'accusé Pietri faisait partie de cette bande de malfaiteurs, et le premier crime qu'on lui reproche c'est celui d'avoir fait feu contre des agents de la force publique.

Dans la soirée du premier janvier 1845, le même accusé se trouvait en compagnie de plusieurs autres personnes dans le cabaret du nommé Serpaggi, de la commune de Bocognano. Après avoir joué et bu du vin, ils se livrèrent au plaisir de la danse au bruit discordant d'un violon et d'une trompette. Au moment où le nommé Piarchi se disposait à faire une valse, le cabaretier interrompit les musiciens, et invita les personnes qui étaient dans son cabaret à s'entendre, pour le paiement de ce qui lui était dû. Piarchi fut choqué de cette interruption. Une discussion s'engagea entre lui et le cabaretier; mais des personnes s'interposèrent pour les mettre d'accord. Les uns firent retirer Serpaggi dans une autre pièce, d'autres parmis lesquels était le malheureux Morelli (André) amenèrent Piarchi chez son oncle Vesperini. Lorsque l'infortuné Morelli était de retour, et au moment où il franchissait le seuil du cabaret, trois coups de feu partent instantanément et le malheureux Morelli frappé à la poitrine, rend aussitôt le dernier soupir sans avoir connu celui qui lui avait porté la mort. La voix publique s'élève contre l'accusé, c'est lui, dit-on,

qui voulant tuer son oncle Piarchi, dont la taille était la même que celle de Morelli, a donné la mort à ce dernier dans l'ombre de la nuit. Serpaggi s'agit à l'instant de son cabaret, rencontra l'accusé à une petite distance avec son fusil déchargé, et disant que c'est Piarchi qui a tué Morelli et que lui-même avait fait feu sur Piarchi pour protéger les jours de Morelli.

Enfin le 6 mars 1846, deux hommes armés se sont présentés chez M. Ceccaldi ex-desservant de Salice et lui ont demandé avec menaces des provisions de bouche, et la somme de deux cents francs. Mis en présence des deux accusés, ce vénérable ecclésiastique déclara que la taille, le maintien et même la physionomie des deux individus qui se sont introduits chez lui ressemblaient parfaitement à celles des accusés, mais que cependant il ne peut pas attester leur identité d'une manière positive. Sa nièce, petite-fille de huit ans est beaucoup plus explicite; elle affirme reconnaître dans les accusés les deux voleurs qui se sont présentés chez son oncle dans la soirée du 6 mars.

M. Sigaudy avocat général soutient l'accusation.

M. Casabianca présente la défense de Pietri, et M. Suzzoni celle de Bonelli.

Sur la réponse du Jury que Pietri est coupable d'avoir donné la mort à André Morelli avec provocation violente, et d'avoir tenté de donner la mort avec provocation violente, aux agents de la force publique agissant dans l'exercice de leurs fonctions, le ministère public, se fondant sur un arrêt de la cour de cassation portant que l'article 321 relatif au meurtre excusable n'est pas applicable quand il s'agit d'un crime commis contre des agents de la force publique dans l'exercice de leurs fonctions, requiert contre l'accusé Pietri la condamnation à vingt années de travaux forcés.

La cour sans faire droit à ces conclusions condamne Pietri à cinq années d'emprisonnement et cinq années de surveillance.

L'accusé Bonelli a été acquitté.

AUDIENCE DU 15 MARS.

Tentative de meurtre.

Une douzaine de poules avaient été dérobées dans une maisonnette de campagne appartenant au nommé Giacobetti (Joseph), située au lieu dit Campanile, territoire de Castellare. Les frères Donati de la commune de Sorbo-Ocagnano furent regardés par Giacobetti comme les auteurs de cette soustraction frauduleuse. Une plainte fut portée par ce dernier à la gendarmerie de Vecovato et une perquisition fut faite dans la maisonnette de campagne des frères Donati. Ceux-ci prétendirent à leur tour que des objets leur avaient été volés par Giacobetti, et les parents Orsini, Ferrenti, et Filippini pendant que l'on procédait à la visite domiciliaire. Le 15 avril dernier, les frères Donati rencontrèrent, à l'endroit dit Caracuti, Giacobetti accompagné de ses parents. Une collision eut lieu aussitôt entre eux; des coups de fusil furent échangés de part et d'autre. Donati (Benito) fut légèrement blessé à l'épaule. Traduits devant la cour d'assises pour tentative de meurtre Orsini et Ferrenti furent acquittés, Giacobetti fut condamné à six mois de prison et Filippini à un an de la même peine.

Aujourd'hui c'est Donati Ours-Paul, qui vient répondre des mêmes faits devant la justice. Son frère Benoit avait été précédemment mis hors de cause.

M. Sigaudy avocat-général soutient l'accusation.

M. Ajaccio présente la défense de Donati.

Déclaré coupable avec provocation violente et circonstances atténuantes l'accusé a été condamné par la cour à une année d'emprisonnement.

On aurait pu croire que le fisc après avoir fait la semaine dernière l'essai d'envoyer des garnisaires chez les malheureux patentables, dont nous avons parlé, dans notre précédent numéro, et après s'être convaincu, par l'essai déplorable qu'il a fait, qu'il avait plus que de la cruauté à poursuivre ceux qui sont dans l'impossibilité de payer, se serait senti dans ses poursuites. Mais on se serait grandement abusé si on s'était arrêté à cette idée. Le fisc n'entend pas, nous ne dirons pas rien perdre, car quoiqu'il fasse il perdra, mais se relâcher de ses droits. Ce n'est pas pour lui qu'est faite cette maxime : Le souverain droit est la souveraineté injuste. Le fisc n'a pas d'entrailles et il s'est mis à poursuivre, avec un nouveau déploiement de mesures de rigueur inouïes, ceux qui n'ont pu, par impossible, acquitter leurs dettes vis-à-vis de lui. Cette conduite n'affaiblit en rien les réflexions que nous avons déjà faites à ce sujet, elle les confirme au contraire et leur donne une nouvelle et plus éclatante justification. Nous protestons donc

de nouveau contre de semblables procédés : l'opinion publique sera avec nous et plus on empire la situation, plus nous réclamerons et plus aussi nous espérons que le pouvoir central, de jure sur ces odieuses poursuites, s'empressera d'y mettre un terme. Il serait vraiment inouï qu'on trouvât admissible le procédé qu'on emploie ici pour pressurer les classes pauvres. Ce n'est pas quand le gouvernement donne des secours considérables pour venir en aide aux malheureux, qu'il approuvera qu'on accable de garnisaires, ceux qui n'ont qu'un tort, celui d'être pauvres et de ne pouvoir solder les impôts qu'on leur a attribués, en méconnaissant complètement l'esprit de la loi sur les patentes. Ainsi que nous l'avons prévu, l'autorité locale dont les justes réclamations ont été méconnues par les agents des contributions directes, dans un mémoire très raisonné s'est adressée à M. le ministre des finances pour demander le prompt redressement des torts qu'on lui a faits à la classe pauvre des patentables par les employés du fisc et nous avons tout lieu d'espérer que justice sera faite.

Une lettre de M. le président du conseil, communiquée à la chambre des députés dans la séance du 10, a annoncé la mort de M. Martin (du Nord) ministre de la justice.

Les bureaux de la chambre des députés ont autorisé la lecture de la proposition de M. de Labaye Jousseu relative au défrichement des terres incultes. Nous ne pensons pas que la proposition soit convertie en projet de loi, au moins dans la présente session; mais c'est une bonne pensée qui aura été semée dans la chambre et qui germera très-certainement dans un avenir prochain. L'important était d'appeler l'attention de nos hommes d'Etat sur cette grave question, et d'indiquer le remède à côté du problème.

NÉCROLOGIE.

Dans le mois de février dernier, les habitants de Corte, accompagnaient, à leur dernière demeure, les restes inanimés de M. Jean-Pierre Gaffori, enlevé à sa famille, à l'âge de soixante-seize ans. Un grand concours de personnes étaient présentes à cette pieuse cérémonie. M. Cortegiani, avoué au tribunal de Corte, s'est rendu l'interprète de la douleur des assistants, en prononçant les paroles suivantes :

« Messieurs, c'est toujours avec un profond regret que l'on accompagne dans la tombe le cercueil d'un homme de bien. Ces restes mortels, que la terre va recevoir dans son sein, appartiennent à un petit-fils du grand homme, que la ville de Corte sera toujours fière de présenter aux nations, et à la posterité, comme le modèle du patriotisme le plus pur et des vertus civiques les plus élevées. « Doué d'un caractère doux et paisible M. Jean-Pierre Gaffori se rendit constamment digne de la vénération de ses concitoyens. Heureux les hommes qui parcourent leur carrière, en laissant comme lui de regrettables souvenirs et de beaux exemples à suivre ! L'ambition ne fut jamais sa passion dominante. Il préféra les douceurs de la vie privée, aux honneurs des charges publiques. »

Nommé membre du conseil général pendant un long espace de temps on sait avec quel noble désintéressement il s'acquitta de ses fonctions ; et l'on pourra toujours dire de lui qu'il porta avec honneur un nom illustré par de nobles aïeux. « Si la mort de M. Gaffori laisse parmi nous des regrets unanimes, disons que toute consolation ne nous est pas enlevée. Il laisse des fils dignes de leur père, dignes de leur beau nom, et quand on est si honorablement remplacé sur cette terre, on peut encore s'endormir en paix au sein de l'éternité ! » (Communiqué.)

NOUVELLES DIVERSES.

— On assure que, pour sceller la réconciliation, le roi Louis-Philippe a envoyé à la reine d'Angleterre une lettre autographe en lui faisant remettre un exemplaire magnifiquement relié : le Château d'Eu, ouvrage aujourd'hui terminé.

— S. A. R. Mgr. le prince de Joinville est arrivé à Marseille le 10 mars à 4 heures après-midi, et est reparti le lendemain pour Toulon. Il n'y a eu aucune réception à l'hôtel d'Orient, où le prince est descendu. Il a, du reste, gardé le plus complet incognito pendant son court séjour à Marseille.

Toulon, le 14 mars 1847. — S. A. R. le prince de Joinville était attendu jeudi 10, ainsi que nous l'avons dit; à 5 heures du soir, les troupes de la garnison prirent les armes pour former la haie sur son passage. Une dépêche télégraphique d'Avignon avait annoncé, le matin, le départ du prince de cette ville; mais S. A. R. s'était rendu à Marseille, et elle n'est arrivée à Toulon que dans la soirée du 11. Le prince voyageait d'ailleurs incognito et avait exprimé le désir qu'il ne lui fût fait aucune réception.

Après avoir pris quelque repos à l'hôtel de la préfecture maritime, où les principales autorités étaient réunies, M. le prince de Joinville se rendit à bord du vaisseau à trois ponts le Souverain, sur lequel il doit passer son pavillon.

Hier matin, il est descendu à terre et est allé faire visite à l'infant Don Henri. L'arrivée du prince de Joinville n'a occasionné, comme on voit, aucun dérangement.

— Il paraît certain aujourd'hui que M. le prince de Joinville prendra la mer incessamment avec les vaisseaux le Souverain, l'Océan, l'Inflexible et le Jupiter. On dit qu'il se rendra à Tunis, mais nous ne pouvons encore rien affirmer à ce sujet.

— M. le ministre des finances a vigoureusement refuté, un bruit qui avait été répandu par le Constitutionnel. D'après ce journal, le gouvernement n'avait pas en caisse les cent nécessaires pour payer le semestre de 500. Le ministre a fait une réponse qui calmera toutes les inquiétudes : car l'entasse du trésor est de 118 millions, et avec cela on n'a pas à craindre une banqueroute. Les rentiers dormiront paisibles.

— Le conseil d'enquête composé de M. le maréchal Sébastiani, de M. le lieutenant-général Négrier, d'un autre lieutenant-général dont le nom nous est inconnu, de MM. Dubois et Verdon, intendans militaires, s'est réuni pour examiner la conduite de M. Jouvillat, intendant militaire, dans l'affaire Benier. Ce conseil a été d'avis que l'inculpé était coupable de n'avoir pas exercé convenablement la surveillance que lui imposaient ses devoirs. Cette décision entraînera la mise à la réforme de M. Jouvillat. On assure que le lieutenant-général Négrier a fait la proposition d'adresser une lettre au ministre, pour l'inviter à ne pas user de rigueur envers ce fonctionnaire, et à se contenter de le punir d'une suspension temporaire. Cette proposition n'a été acceptée qu'après quelque hésitation. Mais on assure que M. le ministre de la guerre, qui repousse toute responsabilité dans cette affaire, insiste pour la mise à la réforme.

— On nous écrit de Liège : M. Fleury-Duray, colonel du 1^{er} régiment de chasseurs à pied, vient d'être tué d'un coup de sabre par un sergent qu'il avait frappé de sa cravache au visage.

— On lit dans le Courrier de Lyon. Ce n'est pas seulement dans nos contrées que le froid sévit avec rigueur, le Midi et l'Italie ont éprouvé aussi, depuis quelques jours, des rigueurs inouïes. Le 4 mars, à Nîmes et dans les environs, une couche de neige de 35 centimètres couvrait la campagne. — Le 28 février, à Rome, la neige tombait à flocons et les rues étaient impraticables.

— On lit dans le Courrier de Philippeville : Deux tribus des environs de Collo viennent encore de faire leur soumission cette semaine, elles sont en ce moment à Constantine, où elles doivent recevoir les secours d'investiture. On attend encore, vers la fin du mois, la soumission d'une tribu beaucoup plus considérable.

« Ces faits, en faisant connaître nos succès, doivent ajouter à la confiance de nos négocians qui, plusieurs fois, ont vu leurs navires se perdre et être pillés près de Collo; maintenant, au moins, loin de redouter la mort ou l'esclavage, ils trouveront aide et secours. »

— On lit dans l'Echo d'Oran : Des juifs, qui se trouvaient au dernier marché de Nédroma, rapportent que la tentative de meurtre, qui a eu lieu sur la personne d'Abd-el-Kader, faisait l'objet de toutes les conversations, et qu'elle avait fortement impressionné les arabes. Les trois assassins étaient des Hafs, envoyés par le caïd Bou-Zian-Ould-Chaoui, qui avait profité, pour les diriger, de l'exaspération occasionnée dans sa tribu, par une razzia de l'émir. Le fait ainsi présenté acquiert une nouvelle importance, en raison, surtout, de la position de celui qui l'aurait préparé. On sait que Bou-Zian-Ould-Chaoui a des liens de parenté avec la cour de Fez. L'origine de ces renseignements exige qu'on attende leur confirmation pour y ajouter une foi complète.

— Vendredi, une quinzaine d'arabes sont arrivés à Montpellier, enchaînés, et escortés par la gendarmerie et un fort détachement de la ligne. Une foule nombreuse a suivi ce cortège jusqu'à la Citadelle, où les prisonniers ont été écroués dans la prison militaire, pour comparaitre prochainement devant le conseil de guerre. Ces arabes, hommes à physionomie farouche et parmi lesquels quelques-uns se faisaient remarquer par leurs formes herculéennes, appartiennent au dépôt des malfaiteurs exportés d'Alger au fort Brescou. Ils ont été arrêtés à la suite d'une tentative de révolte qui a heureusement avorté. (L'Indépendant.)

— M^{me} de Rocca, fille de M. le comte de Rambuteau, préfet de la Seine, devenue veuve à l'âge de trente ans, et possédant 100,000 fr. de rente, a quitté le monde pour se vouer à l'enseignement des filles du peuple. Après avoir passé ses examens à la Sorbonne et obtenu le diplôme qui lui donne le droit d'exercer cette profession, elle a fondé dans la commune de Rambuteau une maison d'école où elle donne elle-même gratuitement et suivant la méthode mutuelle, l'instruction à 82 élèves, dont 22 pensionnaires, qu'elle loge et nourrit à ses frais.

— On lit dans l'Heraldo, de Madrid, du 27 février : « Nous annonçons au public une nouvelle découverte due à l'étude d'un Espagnol; elle peut contribuer beaucoup à placer l'Espagne dans la position qui lui convient dans l'Europe savante. Cette découverte, due à don Vicente Calderon, propriétaire du laboratoire de chimie, rue du Prince, à Madrid, consiste en un procédé pour obtenir de l'eau un gaz hydrogène carboné, lequel peut servir à l'éclairage domestique, et même à l'usage de la cuisine, avec une grande économie. »

Plusieurs personnes intelligentes ont assisté à des expériences faites chez le sieur G..., et ont examiné les procédés et vérifié le succès des travaux du professeur.

« La matière première n'ayant pour ainsi dire pas de valeur, le combustible exigé pour l'opération étant très réduit, l'économie sera immense. »

« La lumière produite par ce gaz est très claire et intense; elle n'a ni fumée, ni odeur de soufre, ni d'ammoniaque. »

« Don Vicente Calderon s'occupe en ce moment à préparer les appareils nécessaires pour donner une preuve publique de son invention utile, toutes les expériences faites dans son laboratoire particulier ayant eu la plus heureuse réussite. »

— On nous écrit des frontières de la Catalogne, le 1^{er} mars : « Les événements prennent en Catalogne une tournure assez grave. Avant-hier, le chef carliste Burjo est entré dans le Lampurdan avec une vingtaine d'officiers de l'armée de D. Carlos : tous avaient des fusils bronzés, à piston. Cette troupe a pris sa route par la Bassagade, c'est-à-dire qu'elle a passé près de San Lorenzo de la Muga la petite rivière de ce nom sur le pont d'Albanya, à quatre lieues environ de Figuières. Hier, le gouverneur de cette place a, dit-on, eu avis de ce passage, et a envoyé des troupes à la poursuite de la bande, ce qui aura probablement pour résultat d'accélérer sa marche. »

« Aujourd'hui, une proclamation a été faite à la Janquière pour engager les habitants à prendre les armes au premier coup de tocsin. Il est probable que cette proclamation est le résultat de la rentrée de Burjo, et qu'elle a été faite dans tout le Lampurdan. »

« Dans la haute Catalogne il n'est question que du retour de Cabrera. On y a répandu le bruit que tout le pays entre Tarragone et Barcelonne était pour lui. On ajoutait encore qu'un parti carliste avait battu les troupes de la reine à six lieues de Barcelonne. Si cela est, les démonstrations par lesquelles les factieux sont parvenus à attirer le général Broton sur la haute Catalogne pour dégager la côte et laisser un libre accès à Cabrera, ne manquent pas d'habileté. Peu de jours suffiront pour nous fixer à cet égard; c'est-à-dire que nous saurons bientôt si Cabrera est débarqué ou non. »

— On écrit des frontières de la Catalogne, le 5 mars : « Il est maintenant impossible de se faire illusion le parti carliste songe sérieusement à relever le triste drapeau de la guerre civile. Il faut donc s'attendre prochainement à un grand mouvement. Il paraît que ce mouvement s'a été différé en partie à cause de la rigueur du froid et la grande quantité de neige qui couvre encore les montagnes; c'est du reste, l'opinion que je vous ai toujours laissé entrevoir. »

« Je sais, à n'en pouvoir douter, que les chefs carlistes ont décidé que leurs troupes seraient habillées uniformément; ils ont adopté pour leur tenue la blouse, le pantalon de velours olive et la casquette. Celle-ci sera en feutre gris. Les blouses et les casquettes d'uniforme sont déjà un objet de commerce dans la Catalogne; un négociant, dont le nom et la demeure ne sont plus un mystère, a traité pour la fourniture de ces objets. Un assez grand nombre de ballots de casquettes ont été expédiés aux carlistes. Je ne vous rapporte ces faits, que je pourrais multiplier, et qui sont d'une exactitude incontestable, que pour vous faire bien comprendre que je ne vous dis rien à la légère quand je vous parle d'un grand mouvement prochain. Les dépenses inouïes que font les carlistes font supposer qu'ils ont de l'argent, et la résolution qu'ils ont prise d'avoir un uniforme donne à penser qu'ils sont décidés à tenir ouvertement la campagne. »

— Le gouvernement pontifical, désirant établir dans les Etats romains une institution semblable à celle des ponts-et-chaussées en France, a fait demander sur cet objet, au ministère des affaires étrangères à Paris, des renseignements que l'on s'est empressé de fournir au nonce de S. S.

— Des lettres récentes de Constantinople annoncent qu'une escadre turque venait de recevoir l'ordre d'aller croiser devant le Pirée. Les ambassadeurs européens avaient demandé au divan de sejourner au départ de l'escadre. On ne connaissait pas encore sa réponse.

— Un journal de Saint-Petersbourg, annonce que jusqu'au 7 février, les quantités suivantes de céréales et de grains oléagineux ont été achetées à Saint-Petersbourg pour l'exportation à l'étranger : Farine de seigle, 350,000 sacs; seigle, 325,000 tcheviers; froment, 175,000 tcheviers; avoine, de 275 à 300,000 tcheviers; pois, 3,000 tcheviers.

Les deux tiers environ de ces quantités sont en magasin ou livrables au mois de mai; le reste doit être livré ici dans le courant des mois de juin et de juillet.

— Les dernières nouvelles de Portugal font mention d'un engagement qui a eu lieu à Estremoz entre les troupes de la reine et les insurgés, dans lequel ces derniers ont été battus. Le vicomte de Setubal quitta cette place, le 23 février au point du jour, avec la plus grande partie des troupes placées sous son commandement, dans le but de joindre un bataillon fort de 700 hommes qui lui était envoyé de Lisbonne. Instruit de ce départ, le comte de Mello, chef des insurgés de Evora, se présenta devant Estremoz et l'investit avec 1,500 hommes d'infanterie et 100 chevaux. La garnison quoique considérablement affaiblie et réduite à 600 hommes soutint courageusement le combat pendant cinq heures, et força l'ennemi à se retirer, après lui avoir fait éprouver de grandes pertes. A la suite de cet échec le comte de Mello s'est porté dans la direction de Mourfe.

Le duc de Terceira et quelques insurgés pris dans le château de Fox ont été transférés dans la prison d'Oporto.

IN MORTE DELLA SIGNORA G. P.

ODE.

Tristo surge lontano lontano
Fioco lume di ingubri tede,
Ed in mezzo alla notte che riede
L'alma inonda di sagra terror.
Sotto gli archi di funebre sala
More lenta fra i gemiti il pianto
La preghiera, che mista col canto
Pace implora a una donna che muor.
Sparsa il crine sul candido seno,
Nel feretro su i lini posata,
Come luna da nube velata
L'infelice nel volto ti appar:
E socchiava la nera pupilla
Quasi in atto di dolce riposo,
Par che dica ai parenti, allo sposo,
Non piangete mi deggio destar!
E morendo pur davi un pensiero
Alla mesta che vive lontana,
Cui, decreto di sorte inumana
D'abbracciarti in quell'ora vietò.
Ed oh lassa, se fia che il destino
L'offuscata mia stella rischiari,
Riducendo in domestici lari
Dolce amica te più non vedrò.
Quante volte a te cara pensando
Io fidava un sospiro dal lito,
All'angello pe' Ciel smarrito,
Alla vela fuggente pe' mar.
E te vidi ne' torbidi sogni
Genuflessa in fervente dezio,
Per la suora invocare quel Dio
Che può solo i destini cangiar!
Ma chi è questa che più si martora
Giovinetta col crine disciolto
Che atterrita nel pallido volto
Presso al letto di morte ti sta?
È Matilde! quell'unica figlia
Tua delizia, tua speme, tua cura,
Infelice, all'estrema sventura
Pianga pure, più madre non ha!
Povera Vergine
Cessò improvviso
Sul labbro vivido
Il bel sorriso,
La guancia florida
Ti scolorì.
Rosa purpurea
D'amor gradita,
Ai raggi vividi
Del sol rapida,
Il capo languido
Piega così.
China sul feretro
Inondi invano
Di calde lacrime
La cara mano,
Che benedivati
Pietosa ognor.
Il guardo rorido
Rivolta al padre
Sembra ripetere
Non ho più madre,
Per pietà destala
O Genitor.
Deh! cessa, e placati!
Al tuo dolore
Non sa più reggere
Il Genitore,
Mira che il misero
Sembra morir.
Inalza un fervido
Santo pensiero,
Si crudo strazio
Al Dio del vero
Sommissa, ed umile
Tu devi offrir.
Lasciato il fragile
Terrestre velo,
Volò fra gli Angeli
La madre in Cielo,
E lieta affidasi
Presso al Signor.
In veste candida,
In aureo manto,
Di gigli adoransi
E d'ammaranto,
Che vi germogliano
Viridi ognor.
Tu quando supplice
Nella preghiera
Tra i mesti salici
In su la sera
D'orientale auro
Sussurrerà,

Matilde, tuchinai,
E genuflessa,
Devota ascoltata,
La Madre è dessa,
Che il tuo coraggio
Sorreggerà;
Onde in te splendano
Bella onestade,
Le virtù facili
La sua pietade,
Che ognor del misero
La voce udì
E dalla fulgida
Serena stella,
Che in Ciel l'accoglie
Secura e bella
Veglierà provvida
Sovra i tuoi di.

L. P.

ANNONCES ET AVIS DIVERS.

MARINE ROYALE.

VENTE.

AUX ENCHÈRES PUBLIQUES.

Le public est prévenu que le 8 avril prochain, à 10 heures du matin, il sera procédé, dans les bureaux de la marine à Bonifacio, à la vente aux enchères publiques des deux mâts et de la coque du brig russe l'E-paminondas, naufragé à la tour Benedetto, golfe de Portovecchio, le 3 novembre 1846. Ces deux mâts ainsi que la coque se trouvent encore sur le lieu du naufrage où les personnes intéressées pourront les visiter.

Bonifacio, le 15 mars 1847.

Le chargé de l'Inscription Maritime, SALINIERI.

Vu par le Chef du service de la Marine en Corse, DU MOLIN.

MINISTÈRE DE LA GUERRE.

AVIS.

L'Intendant militaire de la 17^{me} Division procédera à Bastia, le 15 avril prochain, à midi précis, dans l'une des salles de la Mairie, à l'adjudication sur soumissions cachetées et au rabais, de la fourniture du vin nécessaires aux Troupes stationnées dans la 17^{me} Division pendant six mois, du 1^{er} juillet au 31 décembre 1847. On pourra prendre connaissance du Cahier des charges dans les bureaux de MM. les Sous-Intendants militaires de résidence à Bastia et à Ajaccio, dans ceux de MM. les Commandants des places de Calvi, Corte et Bonifacio et à la Sous-Préfecture de Sartène. A Bastia le 15 mars 1847.

L'Intendant militaire, L. M. GULLABERT.

I sudditi parmensi Bertozzi, (Ferdinando) detto Frason, di Fontanellato, figlio del fu Pietro e della Todeschi Lucia, Forni Angiolo, di Lodovico e di Annunziata Canali, del Comune di Lesignano di Palma (Ducato di Parma) descritti della leva militare del 1847, che trovansi ora a Marignana, sono invitati a ripatriare sollecitamente per adempiere agli obblighi cui sono soggetti, onde non incorrere nelle pene determinate dalle leggi vigenti ne' Ducati.

Dal Consolato Ducale di Parma in Bastia li 45 marzo 1847.

Pharmacie Giralt, à Bastia.

PATE PECTORALE SIROP PECTORAL

NAFE DARABIE

seuls pectoraux approuvés par les professeurs et chimistes de la faculté de médecine de Paris.

RACAHOUT DES ARABES

aliments des convalescents, des dames, des enfants et des personnes malades de la poitrine ou de l'estomac.

SE DÉFIER DES CONTREFAÇONS.

TAMPON GARANTI

PERFECTIONNÉ POUR TIMBRES ET GRIFFES.

A l'usage des administrations et du commerce. De 2 fr. 50, 3 fr. 50 et 5 fr. l'un. A la librairie Fabiani à Bastia.

PAQUEBOTS À VAPEUR DE LA COMP^{te} VALÉRY FRÈRES. Service régulier entre Bastia et Marseille et entre Bastia et Livourne.

LE COMMERCE DE BASTIA,

partira de Bastia pour Marseille, Dimanche 21 courant, à 8 heures du matin.

Un bateau à vapeur partira de Bastia pour Ajaccio le 26 courant à 7 heures du matin, touchant à l'île-Rousse et Calvi, et il arrivera à Ajaccio la même nuit. Il repartira pour Bastia le 28 à 6 heures du soir relâchant de même à Calvi et l'île-Rousse.

Les voyageurs d'Ajaccio, de Calvi et de l'île-Rousse qui auraient l'intention d'aller à Rome ou à Naples, pourront profiter de ce bateau qui arrivera à Bastia le 29 jour du départ du COMMERCE DE BASTIA pour Rome et Naples.

VOYAGE A ROME

POUR LES CÉRÉMONIES DE LA SEMAINE SAINTÉ.

Le bateau à vapeur le COMMERCE DE BASTIA partira de Bastia pour Civitavecchia le lundi saint, 29 mars courant et de Civitavecchia, suivra le même jour, jusqu'à Naples.

Le 5 avril repartira de Naples pour Marseille touchant à Civitavecchia et Bastia.

Le 6 avril sera à Civitavecchia.

Le 7 id. à Bastia.

Le 8 id. à Marseille.

PORT DE BASTIA.

ARRIVÉES.

DE LA PLAGE, 12 mars tartane Enfants Chéris, de 38 tx, c. Deschamps, châtaignes.

DE LA PLAGE, 12 id. gond. S^{te} Jean Baptiste, de 10 tx, c. Francioni, vin.

LIVOURNE, 14 id. bat. à vap. Maréchal Sébastiani, de 31 tx, c. Bertocci, blé.

RIO, 15 id. trincadour S^{te} Catherine, de 31 tx, c. Regini, minéral.

RIO, 16 id. brick-goël. Charité, de 81 tx, c. Grasso, minéral.

DE LA PLAGE, 17 id. brick-goël. Ville de Bastia, c. Zuani, châtaignes.

MARSEILLE, 17 id. paquebot Ajaccio, de 120 chev. c. Blanc, lieutenant de vais. dépêches.

CAP-CORSE, 17 id. gond. Quatre-Frères, de 8 tx, c. Damiani, vin.

DÉPARTS.

MARSEILLE, 11 mars brick-goël. Rosalie, de 78 tx, c. Thomas, fonte en fer.

MARSEILLE, 12 id. paquebot Ajaccio, de 120 chev. c. Blanc, lieutenant de vais. dépêches.

LIVOURNE, 12 id. bat. à vap. Maréchal Sébastiani, de 31 tx, c. Bertocci, passagers.

ANTIBES, 14 id. tartane Enfants Chéris, de 38 tx, c. Deschamps, châtaignes.

MACINAGGIO, 14 id. gond. Conception, de 8 tx, c. Damiani, en lest.

A LA PLAGE, 14 id. brick-goël. Ville de Bastia, d 75 tx, c. Zuani, en lest.

A LA PLAGE, 15 id. mistick St Vt Ferreri, de 30 tx, c. Battistini, en lest.

A LA PLAGE, 15 id. bouf Jésus Marie, de 18 tx, c. Bousa, en lest.

MARSEILLE, 16 id. brick-goël. Assomption, de 60 tx, c. Gentil, châtaignes.

ANTIBES, 16 id. balancelle Conception, de 30 tx, c. Alessandri, châtaignes.

ALERIA, 16 id. balancelle St Antoine, de 70 tx, c. Stellato, en lest.

ALERIA, 16 id. balancelle St Crucifix, de 47 tx, c. Cassone, en lest.

A LA MER, 16 id. bat. à vap. Antilope, de 50 chev. c. De Stahl, lieutenant de vais.

LIVOURNE, 17 id. bat. à vap. Télégraphe, de 53 tx, c. Lota, passagers.

ALERIA, 17 id. balancelle, St François, de 47 tx, c. Balzano, en lest.

PADULELLA, 17 id. trincadour S^{te} Catherine, de 31 tx, c. Regini, minéral.

Le Gérant N. TARTAROLI.

BASTIA. — IMPRIMERIE FABIANI.

L'INSULAIRE FRANÇAIS

JOURNAL POLITIQUE ET LITTÉRAIRE. — FEUILLE D'ANNONCES LÉGALES.

PRIS de l'abonnement pour la Corse : Un An 16 fr., Six mois 8 fr., Trois mois 4 fr. — Pour le Continent français 18 fr. par an — Pour l'Étranger 20 fr. On s'abonne à Bastia au bureau du Journal et à Paris à l'Office Correspond. de LÉONIEUX, rue N. D. des Victoires 46 (place de la Bourse); où l'on reçoit les annonces. Le Prix des Annonces est de 35 centimes la ligne. Les lettres non affranchies seront refusées.

BASTIA (CORSE.)

Un fait d'une assez grande importance vient d'avoir lieu. L'Empereur de Russie ayant appris que la Banque de France avait besoin de numéraire, son encaisse, par suite de la crise financière ayant baissé, a proposé d'acheter des rentes sur l'Etat que possède cet établissement pour la somme de 50 millions. Cette offre a été acceptée et à l'heure qu'il est l'Empereur de Russie se trouve être le prenant part le plus considérable des rentiers de la France. Cette résolution de sa part prouve qu'il a confiance dans les destins de notre pays et qu'il renonce à un esprit d'hostilité systématique contre lui. La presse s'est emparée de cette circonstance pour l'exploiter en mille sens différents. Pour nous nous ne saurions y voir que la portée que nous signalons.

Le Chambre des députés a voté le projet de loi qui établit un service à vapeur entre le Havre et New-York. Elle a pris en considération la proposition de M. Manilly sur l'impôt à établir sur les chiens. C'est la un bon précédent, à condition qu'il aboutira et que le principe s'étendra à toutes les consommations ou objets de luxe. L'impôt somptuaire a produit d'excellents résultats en Angleterre. Chez nous il doit en être de même. La chambre a rejeté la proposition de M. Josselin qui proposait d'encourager les défrichements. Ce vote nous surprend, car alors même que l'agriculture actuelle ne tirerait pas tout le parti possible des terres cultivées, nous ne voyons pas l'inconvénient d'accroître la quantité des terres à féconder.

Qu'on est reculé devant le chiffre de la dépense, nous le concevons : nous aurions compris un ajournement, mais non un refus pur et simple.

Le ministre de l'instruction publique a saisi la chambre des pairs de deux projets de loi qui ont pour but de constituer à nouveau, de consolider et de fortifier l'étude du droit et de la médecine. De nouvelles garanties sont imposées aux étudiants; la durée des études est accrue avec le nombre des matières à étudier. Ces projets soulèvent de nombreuses critiques et ne nous paraissent pas de nature à être votés cette année. Un autre projet, à deux articles, a excité et excite de vives contradictions, c'est celui relatif à la constitution du chapitre de St-Denis, qu'on demande d'affranchir de la dépendance de l'archevêché de Paris, pour ne plus le faire relever que du gouvernement et du St-Siège. Cette réforme, ou cette amélioration ne nous semble ni bien nécessaire, ni bien opportune; il n'y avait pas d'inconvénient à laisser les choses in statu quo. Il nous semble que le pouvoir législatif pourrait être appelé à faire des lois plus urgentes et plus importantes.

COUR D'ASSISES DE LA CORSE.

(PRÉSIDENCE DE M. LE CONSEILLER POLI.)

AUDIENCE DU 16 MARS.

Tentative d'assassinat.

Bottani (Charles), jeune homme de 22 ans, de la commune de Vico, est accusé d'avoir tenté de donner volontairement la mort, avec préméditation, au nommé Fontana (Jean-Antoine). Dans la soirée du 12 juillet 1846, ces deux jeunes gens, en compagnie de plusieurs autres personnes, s'étaient rencontrés dans un cabaret. Après avoir joué plusieurs litres de vin, une dispute s'éleva entre deux individus de leur société, les nommés Bartoli et Barducci. Bottani ayant pris fait et cause pour son ami Barducci, Fontana crut, de son côté, devoir prendre la défense de Bartoli. Une altercation eut lieu entre Bottani et Fontana; celui-ci eut l'imprudence d'anastropher vivement Bottani, et de lui dire qu'il favorisait la débauche de sa mère et de sa sœur. Dans la nuit du 18 du même mois, Fontana étant sorti de chez lui pour se rendre sur la place du village,

un coup de feu fut tiré contre la personne, et une balle lui traversa la poitrine. Fontana nomma immédiatement son assassin, il déclara que c'était Bottani qui avait fait feu sur lui.

La gendarmerie se rendit dans la demeure de ce dernier, où elle trouva un fusil double dont l'un des deux canons avait été déchargé depuis peu de temps. En vain, le sieur Bacot percepteur des contributions directes, entendu par le magistrat instructeur, a prétendu que ce fusil lui appartenait et que c'était lui qui l'avait déchargé. Interrogé, pour savoir quel était celui des deux canons qu'il avait déchargé, il a répondu que c'était le canon droit, tandis que c'était le canon gauche que la gendarmerie avait regardé comme ayant été récemment déchargé.

M. Gaffori, substitut du procureur général, soutient l'accusation.

M^{re} Sazzoni est assis au banc de la défense. Déclaré coupable par le jury, sans préméditation et avec provocation violente et circonstances atténuantes, l'accusé a été condamné à cinq années d'emprisonnement et cinq années de surveillance.

AUDIENCE DU 17 MARS.

Tentative de meurtre et blessures graves.

Deux jeunes gens de la commune de Cateri, les nommés Castellani et Fondacci, s'étaient rendus dans la ville de Corte, pour se placer en qualité de domestiques. N'ayant trouvé personne qui eût voulu agréer leurs services, ils prirent la résolution de retourner dans leur village. Étant arrivés dans une maisonnette de campagne, ils s'amusèrent à jouer entre eux le jeu d'argent qu'ils avaient dans leurs poches. Fondacci gagne à Castellani une pièce de cinq francs c'est-à-dire tout l'argent qu'il possédait. Castellani réclame à son compagnon de voyage la pièce qu'il a perdue. Celui-ci refuse de la lui donner. Une discussion s'élève entre ces deux jeunes gens. Castellani fait feu avec un petit pistolet sur Fondacci et le blesse légèrement à la poitrine. Fondacci à son tour, prend un couteau fermant qu'il avait dans sa poche, et porte un coup de cette arme à l'épaule de Castellani. En conséquence les deux accusés sont traduits devant les assises pour répondre chacun du fait qui leur est imputé.

M. Gaffori, substitut du procureur général, soutient l'accusation.

M^{re} Bonelli présente la défense de Castellani.

M^{re} Savelli et Bréchoi-du-Luth, avocat du barreau de Lyon, présentent la défense de Fondacci.

Sur la réponse du jury affirmative à la question principale et à celle de provocation et circonstances atténuantes pour les deux accusés, Castellani a été condamné à une année d'emprisonnement et Fondacci à huit mois de la même peine.

AUDIENCE DU MÊME JOUR.

Vol et faux en écriture privée.

Un individu s'étant présenté chez un nommé Vinciguerra de Cervione, lui proposa d'acheter un mulet. La proposition fut acceptée. Le vendeur déclara se nommer Giudicenti de la commune de Piedicorte, et il produisit à cet égard un certificat signé par Fraticelli maire de cette commune, et constatant que le mulet en question appartenait à Giudicenti. Celui qui vendait ainsi cette bête de somme, était un nommé Manenti de la commune de Pianello, voyageant sous un faux nom et muni d'un certificat entaché de fausseté. Ce mulet lui avait été envoyé par son neveu Sanson Poggi, de la commune de Rebbia, et le nommé Jean Poggi, porteur de l'animal lui avait en même temps remis une feuille de papier blanc, marquée du sceau de la mairie, que l'accusé Manenti avait rempli d'après l'accusation. Le mulet appartenait au nommé Ginefri de la commune d'Arbitro oncle de Sanson Poggi. Celui-ci soutient qu'ayant des prétentions à la succession de son grand-père Pierre Ginefri, il avait adhéré à ce

que son neveu Jean Poggi qui avait lui aussi les mêmes prétentions s'emparé de cet animal pour le faire vendre par Manenti.

A l'ouverture de l'audience, le nommé Ginefri assigné comme témoin ne répond pas à l'appel.

M. Gaffori, substitut du procureur général, demande le renvoi de l'affaire à cause de l'absence du témoin.

M^{re} Giamarchi défenseur de Poggi, s'oppose énergiquement au renvoi demandé. Il déclare accepter la disposition écrite du témoin dans toute son étendue, et supplie la cour de ne pas prolonger plus longtemps la détention préventive de son client.

M^{re} Sazzoni devait défendre l'accusé Manenti.

La cour, considérant que la déposition de Ginefri est indispensable pour la manifestation de la vérité, a renvoyé l'affaire à la prochaine session.

AUDIENCE DU 18 MARS.

Tentative de meurtre.

Pendant que l'on procédait aux élections municipales, dans la commune d'Antisanti, une explosion d'arme à feu se fit entendre dans la caserne des voltigeurs corse où avaient lieu les opérations de l'assemblée. Ce coup de feu était parti par hasard des mains du maréchal-des-logis de gendarmerie. Au même instant un cri d'alarme se répand dans le village divisé en deux partis; et le nommé Felice (Giudice), jeune homme de 23 ans, décharge son fusil contre Jean Nicolai qui se trouvait à la fenêtre de la maison Lucciardi, et le blesse grièvement à la main droite.

L'accusé prétend qu'en cette occasion Jean Nicolai avait un pistolet à la main avec lequel il menaçait de faire feu sur l'assemblée.

M. Gaffori, substitut du procureur général demande le renvoi de l'affaire et requiert la condamnation à cent francs d'amende contre le témoin.

M^{re} Caraffa prie la cour de vouloir bien passer outre aux débats. Il insiste fortement dans ses conclusions.

La cour considérant que la déposition du témoin Nicolai est indispensable à la manifestation de la vérité, condamne le témoin défailant à cent francs d'amende et renvoie l'affaire à la prochaine session.

AUDIENCE DU 19 MARS.

Tentative de meurtre.

Dans le courant du mois de novembre 1846, le nommé Agostini (Lucien), de la commune de Bisinchi, trois litres de vin pour le compte d'un de ses amis appela Lucciardi. Il parait qu'au lieu de trois litres, Agostini en demanda quatre, et lorsque le sieur Valeri réclama à Lucciardi le paiement de ce qui lui était dû, celui-ci lui fit observer qu'il ne lui devait que trois litres de vin. Valeri se plaignit avec lui de la conduite d'Agostini, et ce dernier protesta de n'avoir reçu de Valeri que trois litres de vin.

Dans la soirée du 20 novembre dernier, Agostini se rendit dans la demeure de Valeri. Il le pria de descendre sur la place, afin d'avoir avec lui quelques explications relativement au différend qui existait entre eux. Une discussion s'engage; ils en viennent à des voies de fait. Agostini porteur d'un pistolet le décharge contre Valeri et le blesse aux deux jambes. Ce dernier le retient; il s'efforce, en vain, d'ouvrir avec les dents la lame de son couteau afin de frapper son agresseur. Mais ses forces l'abandonnent; et Agostini peut se livrer à la fuite. Traduit devant la cour d'assises sous l'accusation de tentative de meurtre, Agostini soutient que c'est Valeri qui avait d'abord tenté de le frapper avec son couteau. Il ajoute n'avoir fait feu avec son arme, que pour protéger ses jours menacés par Valeri.

M. Gaffori, substitut du procureur général soutient l'accusation.

M^{re} Bonelli présente la défense de l'accusé. Déclaré coupable par le jury avec provocation vio-

